

**L'éditorial  
d'Arlette  
Laguiller**  
p 3

**Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !**

**LUTTE  
OUVRIÈRE**  
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 2026 - 1er juin 2007 - prix : 1 € - DOM 1,5 €

**Avec les candidats Lutte Ouvrière**



**Préparer la  
contre-offensive  
des travailleurs**

26, 27 et 28 mai

**La fête en images**



## Élections législatives

- p 5 ■ Aidez-nous à faire la campagne
- Réunions publiques
- p 16 ■ Le « choc fiscal » du gouvernement
- Sarkozy en campagne
- Heures supplémentaires
- Le racket du lundi
- Juppé à vélo

## Presles 2007

- p 7 à 11 ■ Des images de notre fête
- Les allocutions d'Arlette Laguiller

## Leur société

- p 4 ■ Transports publics et service minimum
- Les chômeurs que les gouvernants ne veulent pas voir
- p 6 ■ Public privé : émulation pour licencier
- Sans-papiers : échec à une expulsion violente
- p 12 ■ Nouvelles franchises médicales
- Immigrants perdus en mer
- L'eau et la pollution

## Tribune

- p 6 ■ Fillon-Sarkozy en font un maximum, mais les chefs syndicaux ne sont même pas en service minimum

## Il y a 40 ans

- p 14 et 15 ■ Mai 1967 en Guadeloupe

## Dans le monde

- p 14 ■ Allemagne, grève à Deutsche Telekom
- Dans les entreprises
- p 13 ■ Triage SNCF de Sibelin
- EADS Airbus

## • Suppression de la carte scolaire ?

# Faux débats et effets d'annonce



**En pleine campagne des législatives, le nouveau ministre de l'Éducation nationale, Xavier Darcos, a « communiqué » sur la suppression de la carte scolaire, un des axes de Nicolas Sarkozy dans les mois qui ont précédé son élection.**

Dans un discours tenu devant le congrès de la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE), le ministre a annoncé son intention de « *supprimer progressivement la contrainte qui pèse sur les familles* », en demandant néanmoins aux chefs d'établissements, collèges et lycées, de « *veiller à une plus grande diversité sociale et géographique de leur recrutement* ». Il a argué que cette règle, obligeant les familles à inscrire leurs enfants en fonction de leur lieu d'habitation, a été mise au point en 1963, qu'elle serait dépassée

et que « *l'important* » serait « *d'obtenir plus de mixité sociale par d'autres moyens* ».

Cet argument de la « mixité sociale » laisse pantois. Comment supposer que les enfants de la bourgeoisie et ceux de la population pauvre pourraient se retrouver dans les mêmes classes des mêmes écoles ou collèges, alors que les quartiers qui hébergent les uns et les autres sont la plupart du temps différents ? L'existence d'établissements ghettos n'est-elle pas le résultat automatique de celle de quartiers concentrant les plus pauvres ? La « mixité sociale » que Darcos prétend préserver est une chimère destinée à laisser croire que le gouvernement se soucierait de justice, d'égalité des chances pour tous, que l'on soit né aux Minguettes dans la banlieue lyonnaise, aux Bosquets de Montfermeil, à Neuilly ou à Passy.

Pendant sa campagne, Sarkozy avait beau jeu de stigmatiser la « fatalité » que représente la carte scolaire « *pour ceux qui n'ont pas les moyens ou les relations pour s'en affranchir* ». En effet, des parents utilisent des détours pour inscrire leur enfant dans un collège dont la réputation et les résultats sont meilleurs même si leur lieu d'habitation en principe ne leur donne pas ce droit. Pour cela, ils peuvent choisir une première langue enseignée seulement là ou bien louer une chambre ou même simplement un compteur d'électricité dans le secteur de l'établissement convoité. L'état de l'enseignement étant ce qu'il est, on peut d'ailleurs comprendre une famille qui pense permettre ainsi à son enfant d'étudier dans de bonnes conditions. Mais l'argument de l'égalité des chances est particulièrement cynique, venant de

ceux qui n'ont pour but que de favoriser la fraction la plus riche de la population. D'autant que leur programme consiste à continuer et même à accélérer les coupes budgétaires dans le budget de l'Éducation nationale, au détriment de tous les élèves, mais encore bien plus de ceux pour qui l'école est souvent une épreuve supplémentaire, voire un facteur d'échec.

L'existence d'une carte scolaire n'a qu'un lointain rapport avec une véritable égalité des chances des élèves des quartiers pauvres et des quartiers bourgeois. Mais l'annonce de son assouplissement, même progressif, n'est qu'un signal destiné à marquer l'entrée en fonctions d'un nouveau ministre dévoué, comme ses collègues du nouveau gouvernement Fillon, aux intérêts des plus riches.

**Viviane LAFFONT**

## LUTTE OUVRIÈRE

(Union Communiste (Trotskyiste)  
membre de l'Union Communiste Internationaliste)

L'Union Communiste trotskyste qui publie Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est édité par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. - Tirage : 14 000 exemplaires. Impression : Rotos 93 - 3, rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil, téléphone : 01 48 14 21 65. - Commission paritaire des publications n° 1009 I 85576.

Lutte Ouvrière c/o Editions d'Avron 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Ile-de-France) c/o Editions d'Avron 153-155 Avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin.

Lutte Ouvrière sur Internet :

www.lutte-ouvriere.org  
www.union-communiste.org  
e-mail : journal@lutte-ouvriere.org

Téléphone : 01 48 10 86 20  
Télécopie : 01 48 10 86 26

### Soutenez-nous financièrement

**Les chèques de soutien à Lutte Ouvrière doivent être libellés à : « Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière » et sont à envoyer à LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 Paris Cedex 18.**

**Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti Lutte Ouvrière conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7 500 euros par an. Tout don supérieur à 150 euros doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.**

**Adresser toute correspondance à :  
LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18**

**ABONNEZ-VOUS ! à Lutte Ouvrière et Lutte de Classe**

Nom : ..... Prénom : .....  
Adresse : .....  
Code postal : ..... Ville : .....  
Ci-joint la somme de : .....  
par chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière  
ou virement postal : ccp 26 274 60 R PARIS

Tarif des abonnements	Lutte Ouvrière		Lutte de Classe
Destination :	6 mois	1 an	10 numéros
France, DOM-TOM	18 €	35 €	15 €
DOM-TOM avion	25 €	50 €	21 €
Europe, Afrique, Proche et Moyen-Orient	30 €	60 €	20 €
USA, Canada	35 €	70 €	22 €
Autre Amérique, Asie, Océanie	43 €	85 €	25 €

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

# L'éditorial

d'Arlette Laguiller

Éditorial des bulletins d'entreprise  
du 28 mai



## • Législatives

# Un programme pour les travailleurs

Le 10 juin, les électeurs sont invités à élire de nouveaux députés. Et comme ce scrutin a lieu dans la foulée de l'élection présidentielle, la droite est quasiment assurée de l'emporter. Sarkozy disposera d'une majorité parlementaire qui votera tout ce qu'il lui demandera de voter.

Le Parti Socialiste prétend qu'il faudrait élire le maximum de ses candidats pour créer un contre-pouvoir à l'UMP. Mais il est aussi mensonger que ridicule

de prétendre qu'en votant largement socialiste on peut contrebalancer le pouvoir de Sarkozy. La présence de quelques députés du PS de plus dans la future Chambre ne changerait rien. La Constitution est rédigée de telle façon qu'une minorité parlementaire, même nombreuse, ne pourrait rien changer à la politique du gouvernement.

L'avenir du monde du travail n'est pas au fond des urnes, car les bulletins de vote ne peuvent rien changer de fondamental. L'avenir des travailleurs est entre leurs mains. Ce sont eux qui font marcher toute l'économie, les usines, les entreprises, les banques. Ce sont encore eux qui dégagent, par leur production, ces profits qui ensuite alimentent les circuits financiers et la spéculation qui est à la base de la sarabande du CAC 40.

Mais ceux qui font marcher l'économie, la production, la pompe à profit, ont aussi le pouvoir de les arrêter. Ils ont aussi le pouvoir de menacer la classe capitaliste là où elle est la plus sensible, du côté des cofres-forts.

Alors, Sarkozy ou pas, les travailleurs ont la force sociale d'arrêter le cours actuel des choses et d'imposer des changements véritables pour les classes populaires. Et ils ont intérêt à mettre en avant, à ce moment-là, les objectifs qui pourront réellement changer le rapport de force entre le patronat et les travailleurs.

Pour arrêter la montée de la pauvreté, il est indispensable de mettre fin au chômage de masse et à ce demi-chômage qu'est la précarité. Il est indispensable que tout un chacun dispose d'un logement convenable.

Il n'y a pas d'autre moyen de répondre à ces exigences qu'en affectant à la création d'emplois utiles dans les hôpitaux, à l'Éducation nationale, à la construction de logements sociaux, les sommes actuellement versées à fonds perdus au patronat sous forme d'aides et de subventions.

Et il n'y a pas d'autre moyen de financer tout cela qu'imposer davantage les bénéficiaires des entreprises capitalistes, ainsi que les revenus les plus élevés, en obligeant la classe riche à abandonner une partie de ses privilèges pour arrêter l'appauvrissement général.

Mais pour imposer une telle politique, il faut changer le rapport des forces entre le monde du travail et celui des possédants. Et il faut abolir le secret commercial et le secret bancaire. C'est une condition indispensable pour que les travailleurs d'une entreprise ou ses usagers puissent porter à la connaissance du public tous les choix de l'entreprise, et en particulier ceux qui sont néfastes pour la collectivité.

Utopie que tout cela ? Pas plus que d'attendre, d'élection en élection, un changement qui ne vient jamais !

C'est au nom de ces idées que Lutte Ouvrière présente des candidats dans ces élections législatives à venir, pour que le monde du travail puisse dire à ce gouvernement réactionnaire qu'il ne se sent pas engagé par le scrutin qui a prolongé sa présence à la tête du pays, et qu'il se battra contre toutes les mesures réactionnaires de ce gouvernement, qu'elles portent encore sur les retraites du privé comme sur celles de la fonction publique, qu'elles concernent le droit de grève ou le remplacement du contrat à durée indéterminée par une nouvelle mouture du « contrat nouvelles embauches » que médite Sarkozy.

Les votes en faveur des candidats de Lutte Ouvrière ne changeront pas la majorité du Parlement qui soutiendra ce gouvernement. Mais ils montreront qu'une fraction de la classe ouvrière est prête à s'opposer par la lutte, voire par des grèves, à tous les mauvais coups du gouvernement.

Le 10 juin, votez Lutte Ouvrière.

**Arlette LAGUILLER**

## • Un nouveau contrat de travail

# Unique...ment pour servir les intérêts patronaux

Le gouvernement « donne aux organisations syndicales jusqu'à la fin de l'année pour travailler sur la question du contrat de travail unique », a déclaré le Premier ministre, Fillon, sur Europe 1 le 23 mai. Il a ajouté : « Le contrat de travail unique ne sera pas un CNE » (contrat nouvelles embauches). Sarkozy s'était pourtant déclaré, le 24 janvier dernier, en faveur d'un « contrat unique, inspiré du CNE ». Mais au gouvernement, on n'est pas à un mensonge près.

Fillon prétend que le but du contrat de travail unique « est la

simplicité et la lisibilité, alors qu'il y a actuellement 38 contrats de travail ». Mais, sous couvert de « simplification », ce contrat irait dans le sens de ce que demandait le Medef l'année dernière, au moment où le gouvernement Villepin tentait d'instaurer le CPE – le contrat première embauche. Son Conseil exécutif avait alors dit que le CPE aurait toujours été bon à prendre, mais que « la vraie réflexion n'est plus là » et qu'elle « doit se concentrer sur la nécessaire évolution du contrat de travail dans notre pays ». Le Medef s'était prononcé pour un con-

trat « plus simple, plus direct, agissant de manière beaucoup plus globale et beaucoup plus rapide sur le marché du travail ».

Aujourd'hui, le gouvernement Sarkozy-Fillon reprend donc le programme du Medef à son compte, afin que le patronat puisse licencier avec encore moins de gêne. La façon dont le CPE a dû être remis au placard, suite aux manifestations de la jeunesse, montre la voie à suivre pour renvoyer le nouveau contrat à la poubelle.

Jean SANDAY

# Flexibilité pour les travailleurs, sécurité pour le patronat

Xavier Bertrand, ministre du Travail, s'est voulu rassurant dans une interview au Monde du 22 mai, expliquant que le nouveau contrat de travail unique entraînerait « une plus grande flexibilité pour les entrepreneurs, notamment sur les conditions de licenciement, mais aussi une plus grande sécurité pour les salariés ». Il se déclare partisan de la « flexsécurité », une notion qui, souligne-t-il, est également prisée par la gauche.

Effectivement, Ségolène Royal avait déclaré le 28 mars à Libération que la flexsécurité serait à l'ordre du jour de la

conférence salariale figurant dans son programme. Cela juge la politique du Parti Socialiste, mais ne rend pas meilleur un projet qui donnerait carte blanche aux patrons pour accroître encore la flexibilité et laisserait les travailleurs désarmés face aux licenciements.

Xavier Bertrand a bien souligné que « le mot le plus complet dans flexsécurité, c'est sécurité », mais les maux les plus forts, en l'occurrence, sont la flexibilité et la précarité. Le gouvernement auquel il participe voudrait permettre au patronat qu'ils pèsent davantage encore.

J.S.

## • Transports publics et service minimum

# Pas touche au droit de grève !

**Le nouveau ministre du Travail, Xavier Bertrand, est pressé et a déclaré que d'ici le 1<sup>er</sup> janvier 2008 il existera un service minimum à la SNCF.**

Cette annonce d'une réforme promise par Sarkozy au cours de sa campagne électorale s'est accompagnée de déclarations un tantinet contradictoires. D'un côté, le ministre prétend qu'« il n'y aura pas de remise en cause du droit de grève, qui est un droit constitutionnel ». De l'autre, il explique qu'« il y a aussi le droit au travail : c'est aussi respecter les Français, qui ont besoin des transports en commun pour aller travailler, que de mettre en place ce service minimum ». En somme, d'un côté, il veut endormir la méfiance des

travailleurs des transports en leur disant que, grosso modo, rien ne sera changé et qu'il n'y a pas de quoi se mobiliser contre le projet gouvernemental ; et de l'autre, il annonce à l'opinion réactionnaire, toujours prête à partir en guerre contre les salariés grévistes, qu'il va les mettre au pas.

Seulement voilà, il n'est pas si simple de réaliser en même temps une chose et son contraire. Et même si les principales directions syndicales, CGT comprise, semblent tout à fait disposées à discuter avec le

ministre de la « voie de passage » vers un service minimum, le gouvernement a raison d'être prudent. Les précédents ne manquent pas de tentatives ratées pour s'attaquer au droit de grève des cheminots, ou plus largement des travailleurs de la fonction publique, au nom de la « liberté du travail ».

Gouvernement et direction SNCF prétendent qu'ils veulent instaurer un service minimum pour mieux satisfaire les usagers, « pris en otage » – comme ils osent dire – par les grévistes. Mais en réalité ils se moquent comme d'une guigne des usagers, auxquels ils imposent quotidiennement un service mini-

mun des transports en commun publics, en particulier aux millions de banlieusards qui, autour des grandes villes, voyagent dans des conditions inadmissibles. Comme le disait récemment une organisation d'usagers, « le nombre trop important de pannes, retards et trains annulés régulièrement sur certaines lignes – notamment dans la banlieue parisienne – fait que des usagers sont quotidiennement bloqués dans les transports, non pas à cause des grèves, mais essentiellement à cause d'incidents techniques liés à la vétusté

du matériel et à son mauvais entretien ».

Alors, même si les dirigeants des principales organisations syndicales s'appêtent à négocier avec le gouvernement sous prétexte d'éviter une loi sur le service minimum, dans leur propre intérêt comme dans celui de l'immense majorité des usagers qui sont aussi des travailleurs, aucun cheminot, aucun travailleur des transports publics ne peut accepter de restriction à l'exercice du droit de grève.

Lucienne PLAIN

Sans remonter à la grève générale de l'été 1953 de la fonction publique contre les attaques d'un autre gouvernement de droite contre les retraites, et que ledit gouvernement n'avait pas réussi à casser malgré des mesures de réquisition collectives puis individuelles, les tentatives de rogner sur le droit de grève dans les transports en commun ont été nombreuses depuis une vingtaine d'années.

À plusieurs reprises, des propositions de loi ont été déposées, discutées, sans aller toutefois jusqu'au vote. Même après l'élection de Chirac en 2002, qui avait lui aussi promis dans les six mois l'instauration

d'un service minimum, aucune loi n'a suivi, qui aurait imposé d'en haut, autoritairement, des dispositions anti-grève aux travailleurs des transports. Dans cette attitude des gouvernements successifs, il y a évidemment une certaine crainte, salutaire, des réactions des travailleurs concernés !

Déjà, dans les transports en commun publics, il existe certains obstacles à l'exercice du droit de grève. Ainsi, depuis 2004, un accord existe à la SNCF « sur la prévention des conflits ». Signé par l'ensemble des organisations syndicales, il a instauré un délai avant le déclenchement de toute grève. Ainsi, il faut déposer une demande « de concertation

immédiate » (à la suite de laquelle la direction est tenue de recevoir les organisations syndicales) auprès de la direction treize jours avant de pouvoir déposer un préavis de grève, qui lui-même doit être déposé cinq jours pleins avant le début de la grève.

Jusqu'à présent, une telle procédure n'a eu qu'une efficacité limitée lorsque des cheminots étaient décidés à se mobiliser pour leurs revendications. Mais il n'y a aucune raison pour qu'ils laissent le gouvernement et la direction de la SNCF continuer à aller dans ce sens et remettre en cause, peu ou prou, leur droit de grève.

L.P.



# Ces chômeurs que les gouvernants ne veulent pas voir

**Tout au long de la campagne présidentielle, le gouvernement Villepin-Sarkozy-Borloo a publié des communiqués proclamant une baisse du chômage, jusqu'à 8,3 % en mars dernier. Selon l'ANPE, ce chiffre serait plutôt de 9,1 %. Dans le même temps, les employés de l'INSEE qui calculent ces statistiques étaient en grève et se refusaient à publier leurs chiffres mensuels. Mais selon le collectif ACDC (Les autres chiffres du chômage), qui dénonce ces manipulations gouvernementales, l'enquête emploi de l'INSEE pour 2006 avait montré que le chômage ne baissait pas mais se maintenait à 9,8 %, c'est-à-dire au niveau de 2005.**

Dans sa première note, le collectif ACDC a souligné qu'en septembre, alors que le chiffre officiel approchait 2,2 millions de chômeurs, le véritable chiffre était de 4,4 millions. Le chiffre claironné chaque mois par le gouvernement ne prend en effet en compte que les personnes sans emploi, immédiatement disponibles et cherchant un contrat à durée indéterminée (CDI) à temps plein... éliminant tous les autres !

Or, depuis vingt-cinq ans, le nombre de ces « chômeurs invisibles », car effacés des statisti-

ques, ne cesse d'augmenter. En 2006, ils représentaient plus de 50 % de l'ensemble des chômeurs, contre 10 % en 1982. À la fin de l'année 2006, ils se répartissaient ainsi : 871 000 demandeurs d'emploi temporaire ou à temps partiel (qui peuvent l'être réellement ou seulement considérés comme tels par l'ANPE) ; 452 000 chômeurs ayant travaillé au moins 78 heures dans le mois (même s'ils recherchent un CDI à temps plein) ; 412 000 chômeurs de plus de 57 ans (voire de 55 ans dans certains cas), dispensés de recherche



d'emploi (mais qui peuvent très bien continuer d'en chercher un) ; 321 000 demandeurs d'emploi non immédiatement disponibles ; 220 000 chômeurs des départements d'outre-mer (jamais pris en compte dans le décompte des chômeurs, apparus dans certaines statistiques en 1986) ; soit, au total, 2,2 millions de chômeurs « invisibles ».

Tel est le résultat des mesu-

res gouvernementales qui, entre 1985 et 1997, ont modifié le mode de classement des chômeurs pour masquer l'impact du chômage. Puis, entre 1997 et 2002, l'ANPE a modifié à son tour sa façon d'inscrire les chômeurs. Dans cette période, avec la relative embellie économique, le nombre des demandeurs d'emploi a baissé dans les statistiques de 850 000, et en

réalité sans doute de 340 000 seulement. Car l'ANPE a alors considéré plus systématiquement que les demandeurs d'emploi recherchaient, non pas des emplois à temps plein, mais des emplois temporaires ou à temps partiel, excluant ainsi des centaines de milliers de chômeurs du décompte officiel.

Enfin, resté stable entre 2002 et 2004, le nombre des chômeurs invisibles a progressé de nouveau à partir de 2004, dans la perspective de la présidentielle, arrivant à 51 % du total des demandeurs d'emploi en 2006, contre 47 %, deux ans plus tôt.

Quant aux créations d'emplois, leur nombre était de 93 600 dans les trois premiers mois de 2007, dont 60 % d'emplois en intérim, donc précaires.

Jacques FONTENOY

# Élections législatives

## Aidez-nous à faire campagne !

Vous pouvez nous aider à coller les affiches de la campagne pour les élections législatives.

Pour vous procurer ces

affiches, il vous suffit de contacter nos militants ou de nous écrire pour que nous vous les fassions parvenir.

Attention cependant à bien

respecter les interdictions de collage, faute de quoi nous risquons des amendes à payer... ce qui ne ferait certes pas notre affaire.



## La campagne à la radio et à la télévision

**Jeudi 31 mai**

**I-TÉLÉ et France Info - 19 h 15**

Arlette LAGUILLER invitée de Thomas Hugues et Marc Fauvelle dans *1 h 30 chrono*,

**Mardi 5 juin**

**I-TÉLÉ - 8 h 13**

Arlette LAGUILLER invitée de la rédaction.

Au sommaire de

### LUTTE DE CLASSE N° 107 (mai-juin 2007)

**L'élection présidentielle et après**

Sarkozy à la présidence : dans la continuité d'un pouvoir réactionnaire

Commentaires sur le premier tour de la présidentielle  
Que signifie politiquement « le camp des travailleurs » ?

**Élections législatives des 10**

**et 17 juin 2007**

plus de 560 candidates et candidats de Lutte Ouvrière

**Tribune de la minorité :**

Sarkozy fait son malin, pour combien de temps ?

**Documents Résultats**

Prix : 1,50 euro - Envoi contre quatre timbres à 0,54 euro

## www.lo-legislatives.org

Bienvenue sur le site de campagne des candidats de Lutte Ouvrière aux élections législatives de 2007 !

À cette adresse, vous pouvez trouver toutes les informations que vous cherchez : la liste de nos candidats, bien

sûr, et les moyens de les contacter, ainsi que la liste des réunions publiques qu'ils tiendront. Des articles se rapportant à la campagne, la critique de la politique annoncée par Sarkozy, la liste des émissions de radio et de télévision aux-

quelles les porte-parole, nationale et régionales, de Lutte Ouvrière sont invitées.

Des moyens de prendre contact avec LO sont ainsi à la disposition de tous ceux qui utilisent internet. Ne manquez pas de visiter notre site !

## Réunions publiques de soutien aux candidats de Lutte Ouvrière

### Sochaux

Avec Michel Treppo et Georges Kvartskhava  
**Jeudi 31 mai à 18 heures**

Salle de l'ancienne mairie de Sochaux

### Moulins

avec Christophe Darmangeat  
**Vendredi 1<sup>er</sup> juin à 20 h 30**

Salle du Colisée

### Metz

**Samedi 2 juin à 17 heures**

Salon de l'hôtel Kyriad 4, rue du Père-Potot (entre la place Saint-Thiebaut et la place Coislin)

### Dole

Avec Dominique Revoy

**Samedi 2 juin à 18 h 30**

Salle des Arquebusiers

### Bethoncourt (Doubs)

avec Christian Driano

**Lundi 4 juin à 18 heures**

Salle annexe à côté de la mairie

### Beaune

Avec Françoise Petet  
**Lundi 4 juin à 18 h 30**

Hameau de Challanges salle polyvalente

### Besançon

avec Nicole Friess et Brigitte Vuitton  
**Mardi 5 juin à 19 heures**

Centre 1901, rue du Polygone

### Mulhouse

**Mardi 5 juin à 20 h 30**

Salle de l'ACL Saint-Fridolin 9, rue des Pins

### Lure

**Mardi 5 juin à 18 heures**

Salle Merlin, centre j. Schlotterer 17, esplanade Charles-de-Gaulle

### Fourmies

avec Marie-Claude RONDEAUX, Martine DUPONT et Jean-Charles COURNUT

**Mercredi 6 juin à 18 heures**

Maison des associations (à côté de la mairie)

### Belfort

avec Christiane Petitot et Jean-Marc Pheulpin

**Mercredi 6 juin**

### PARIS

Avec

**Arlette Laguiller**

**Mardi 5 juin à 20 h 30**

Théâtre de la Mutualité 24, rue Saint-Victor, Paris 5<sup>e</sup> métro Maubert-Mutualité

### LYON

avec Nathalie Arthaud, porte-parole régionale  
**Lundi 4 juin à 20 heures**

Mairie du 3<sup>e</sup> arrondissement, métro Place-Guichard

### CLERMONT-FERRAND

avec Marie Savre, porte-parole régionale  
**Jeudi 7 juin à 20 heures**

Salle abbé Prévost - La Glacière (près de la poste)

### TOULOUSE

Avec Sandra Torremocha, porte-parole régionale  
**Mardi 5 juin à 20 h 30**

Salle municipale, 22, allée de Barcelone

### RENNES

avec Valérie Hamon, porte-parole régionale  
**Jeudi 7 juin à 20 h 30**

Salle de spectacle, Maison de quartier de Villejean, rue de Bourgogne

### MARSEILLE

avec Isabelle Bonnet, porte-parole régionale  
**Jeudi 7 juin à 19 heures**

Salle Mazenod, 88, rue d'Aubagne, Marseille 1<sup>er</sup>

### TOURS

avec Farida Megdoud, porte-parole régionale  
**Jeudi 7 juin à 20 h 30**

Centre de vie du Sanitas, 10, place Neuve

Depuis plusieurs années, il existe au sein de notre organisation une tendance minoritaire. Cette tendance soumet des textes différents de ceux de la majorité au vote de nos camarades lors de nos conférences nationales. Mais elle s'est exprimée aussi, à chaque fois qu'elle l'a désiré, dans les bulletins intérieurs de notre organisation.

Ces camarades ont demandé à se constituer en tendance structurée ou, autrement dit, en fraction.

C'est pourquoi ils s'expriment chaque semaine à cet endroit, dans les colonnes de notre hebdomadaire, parfois pour défendre des opinions identiques ou semblables à celles de la majorité, parfois pour défendre des points de vue différents.

## TRIBUNE

# Fillon-Sarkozy en font un maximum, mais les chefs syndicaux ne sont pas même en service minimum

Sitôt installés dans les palais de la République, les compères Sarkozy et Fillon annoncent la mise en œuvre de leur programme. Priorité à la remise en cause du droit de grève sous couvert d'une loi sur « le service minimum », et « assouplissement » du code du travail avec le « contrat unique » pour rendre aux patrons les licenciements encore plus faciles. Ils voudraient nous faire croire que tout va mal dans ce pays, parce que les travailleurs ont trop de moyens de se défendre. Qu'il y a du chômage parce qu'il n'y a pas suffisamment de précarité. Ou encore que les revenus des salariés sont trop bas parce qu'ils ne travaillent pas assez et qu'en faisant cadeau aux patrons des charges sur les heures supplémentaires tout ira mieux !

Sur un autre terrain, celui de l'éducation, au lieu de donner des moyens supplémentaires et d'accroître les effectifs des enseignants là où ils manquent le plus cruellement, le gouvernement s'apprête à supprimer la carte scolaire et à enfermer en conséquence encore un peu plus les enfants des quartiers pauvres dans des écoles poubelles. Et la réforme à venir des universités, contre laquelle des étudiants ont manifesté dès la victoire électorale de Sarkozy, va dans le même sens, celui d'une plus grande ségrégation sociale.

Si le nouveau gouvernement met d'abord en avant ces prétendues « réformes », leurs autres promesses électorales, de nouveaux coups contre les retraites ou l'instauration d'une nouvelle franchise sur les remboursements de la Sécu, ne sont pas oubliées pour autant. Elles suivront d'autant mieux que les premières seront passées. Tout pour les patrons, tout pour les riches ! Ce n'est pas une surprise. Avec Ségolène Royal il n'en aurait pas été fondamentalement autrement pour les travailleurs : ils auraient également eu à se colleter avec les patrons et un gouvernement à leur service.

Reste que claironner avant les prochaines élections législatives que le nouveau pouvoir se prépare à faire la guerre au monde du travail, ça se veut payant pour ratisser les voix de l'électorat de droite. Cela ne garantit heureusement pas pour autant que les salariés

vont se laisser faire. Même si au sommet de l'État on a pu se rassurer par les réactions des centrales syndicales. Fillon et Sarkozy se sont partagés les rôles du « bon » et du « méchant flic », l'un donnant des ultimatums et promettant des lois dans des délais rapprochés si les syndicats ne signaient pas dans le public sur le « service minimum » ou avec les patrons le « contrat unique », l'autre les recevant à l'Élysée pour leur dire qu'il ne passerait pas en force... s'ils se laissent faire en douceur. Certains comme Mailly de « Force Ouvrière » s'en sont même trouvés rassurés ! Et tous, CGT compris, se sont précipités dans les salons tout en pleurnichant sur les délais et sur la méthode. Au lieu de faire connaître leur opposition résolue et leur volonté de mobiliser les travailleurs contre tout recul sur leurs droits, ils se sont présentés pour négocier ce qui ne devrait pas l'être, du moins quand on se prétend représentant des travailleurs.

Rien ne dit pour autant que l'attitude complaisante des centrales syndicales suffira à faire passer les mesures de Sarkozy-Fillon et évitera à ceux-ci une riposte cinglante du monde du travail.

En attendant, nous avons la possibilité de donner notre avis dans les prochaines élections législatives. Nous pourrions nous prononcer :

**Pour l'interdiction des licenciements, contre la précarité et contre des heures supplémentaires pour les uns dans le but d'éviter aux patrons d'embaucher et permettre de remplir encore mieux leurs poches.**

**Pour l'embauche dans les services publics nécessaire à la population, contre les cadeaux fiscaux aux riches.**

**Pour une augmentation uniforme de 300 euros pour tous, contre l'explosion des profits patronaux et des dividendes des actionnaires.**

Cela nous pourrions le dire en votant pour les listes de **Lutte ouvrière** qui, avec 563 candidats, sera présente pratiquement partout dans le pays. Voter ne remplace pas la lutte, mais peut aider à s'y préparer.

**Éditorial des bulletins d'entreprise L'Étincelle, édités par la Fraction de Lutte Ouvrière, du lundi 28 mai 2007**

### Convergences Révolutionnaires n° 51 (mai-juin 2007)

Bimestriel publié par la Fraction

**Articles : Les élections présidentielles** : le « diable » est élu, le combat continue – Gauche et extrême gauche à l'épreuve des urnes – **Grèves, luttes et mobilisations** : Citroën-Aulnay : les 300 euros mensuels à l'ordre du jour – TSI-Advantys : les travailleurs du nettoyage face à la SNCF briseuse de grève – Arsenal de Cherbourg : les résistances à la privatisation – Sans-papiers : quand toute une commune refuse les expulsions – Belgique : lois antiterroristes contre militants politiques.

**Dossier** : L'INDE : nouveau « miracle » de l'économie capitaliste ?

Pour se procurer ce numéro, 1,5 euro, ou s'abonner (1 an : 9 euros ; de soutien : 15 euros) écrire à :  
LO, pour la Fraction, BP 233-75865 Paris Cedex 18  
ou Les Amis de Convergences, BP 128-75921 Paris Cedex 19  
Sur le Net : <http://www.convergencesrevolutionnaires.org>

## Leur société

### • Public, privé

# Émulation pour licencier

La proposition de Sarkozy de ne pas réembaucher un fonctionnaire sur deux dans le secteur public fait des émules... dans le secteur privé.

Une enquête annuelle sur la démographie des entreprises vient d'être publiée par le cabinet Cegos. Selon elle, si deux tiers des directeurs des ressources humaines (DRH), les ex-chefs du personnel, souhaitent toujours compenser les départs en retraite des salariés issus du baby-boom de l'après-guerre, il s'en trouve désormais un quart qui comptent en profiter pour diminuer encore les effectifs des entreprises dont ils ont la charge, en s'inspirant des propositions de Sarkozy pour la fonction publique. Dans les secteurs de la banque et de l'assurance, la proportion grimpe même à 32 %.

Plus généralement, les DRH des grandes entreprises sont les plus tentés par cette politique de suppressions de postes. Le tiers des coupes envisagées concerneraient les ouvriers et les employés.

Quant au remplacement des partants, trois quarts des DRH entendent le faire par recrutement interne, quitte à externaliser certaines de leurs activités. Enfin, beaucoup de DRH envisageraient désormais de se tourner vers des « seniors » de plus de 50 ans.

Comme le souligne le quotidien patronal *Les Echos* qui publie cette information, voilà qui va compliquer « la mission du gouvernement, qui espère le taux de chômage à 5 % avant la fin du quinquennat, en permettant notamment aux jeunes d'occuper les postes abandonnés par les plus âgés ». On ne saurait mieux dire.

Quoi qu'il en soit, n'en doutons pas, le gouvernement Sarkozy-Fillon, comme d'autres avant lui, en passera par là où le patronat entend aller. Et les chômeurs continueront de désespérer.

Jacques FONTENOY

### • Sans papiers

# Échec à une expulsion violente

Samedi 26 mai, un vol d'Air France Paris-Bamako (Mali) a été annulé parce que des passagers ont pris la défense d'un Malien sans papiers, Selif Kanaté, expulsé de force et qui subissait des violences policières.

Après l'annulation et le report de leur vol, des passagers ont rédigé un témoignage écrit, diffusé par Réseau éducation sans frontière.

D'abord, les témoins ont cru à une bagarre entre passagers. Voulant les séparer, ils se sont rendu compte qu'il s'agissait de deux policiers en train d'étrangler littéralement un passager, lui assénant des coups de poing dans le ventre pour le maîtriser.

Quand les hurlements de l'homme se transformèrent en plaintes rauques et qu'il perdit connaissance, sanglé sur son siège, de nombreux passagers protestèrent, certains croyant que l'homme était mort. La confusion à bord était totale. Une bonne dizaine d'agents de la Police de l'Air et des Frontières (PAF) firent alors irruption dans l'appareil et évacuèrent Selif Kanaté par ambulance, tandis qu'un passager, Michel Dubois, était débarqué pour avoir pris part aux protestations.

D'autres passagers continuèrent de manifester, en particulier ceux de l'équipe du cinéaste Laurent Cantet, dont fait partie Dubois. Certains furent menacés de débarquement par la PAF.



Enfin, le commandant de bord annula le décollage.

Après examen de son dossier, et bien que la police ait déposé trois plaintes contre lui, dont une pour « coups et blessures contre un policier », Selif Kanaté a été remis en liberté par le juge des libertés et de la détention du tribunal de grande instance de Bobigny, jusqu'à son procès le 28 juin. On ne sait pas dans quel état de santé il se trouve aujourd'hui. De son côté Michel Dubois, relâché quelques heures après son arrestation, a été informé que des poursuites seraient engagées contre lui. Il est de plus en plus fréquent que de telles poursuites judiciaires soient engagées par le gouvernement à la suite de gestes de solidarité envers les menacés d'expulsion.

Lorsqu'ils achètent des billets sur des vols réguliers, les clients d'Air France doivent donc savoir qu'ils peuvent se retrouver dans un fourgon cellulaire volant, près de voyageurs menottés, baignés, et qu'ils risquent d'être inculpés s'ils protestent, à juste titre, contre les violences policières !

## Images de notre fête

La fête 2007 de Lutte Ouvrière, les 26, 27 et 28 mai, s'est trouvée placée sous le signe de l'actualité politique, entre élection présidentielle et élections législatives, et avec l'arrivée de Sarkozy à la présidence de la République.

Elle a aussi été marquée par une météo fort peu favorable ! Mais si le camarade Soleil ne s'est pas montré très présent, et si, du coup, nous avons comptabilisé moins d'entrées qu'en 2006 sur les trois jours, il reste que l'affluence chaleureuse du public aux allocutions de notre camarade et porte-parole Arlette Laguiller (et il a fallu à ce public braver un vrai sale temps le dimanche !), ainsi que la participation nombreuse aux

différents débats politiques et sociaux, ont témoigné de la ferme fidélité des sympathisants et amis qui se sont retrouvés à Presles en ce week-end de fraternité.

Comme chaque année, de joyeux divertissements, des animations plus sérieuses, par exemple à la Cité des Sciences, des spectacles de toutes sortes, une ambiance musicale variée, étaient au rendez-vous, pour les petits comme pour les grands.

Nous espérons vous en donner une idée en images dans les pages qui suivent. Vous y trouverez aussi bien sûr de larges extraits des allocutions d'Arlette.



## Les allocutions d'Arlette Laguiller

### • Samedi 26 mai

**Travailleuses, travailleurs,**

**Eh bien oui, je reste fidèle à cette expression, bien que tant de journalistes la trouvent vieillie, ringarde ! Comme si commencer ses discours par « Françaises, Français » ou par « Citoyennes, citoyens » était plus moderne ! Mais si je n'utilise jamais ces dernières expressions, c'est surtout qu'elles dissimulent la réalité sociale. Elles dissimulent le fait que tous les citoyens ne sont pas égaux ou, comme le disait l'écrivain George Orwell, « il y en a qui sont plus égaux que d'autres ».**

Il y a des riches, il y a des pauvres. Il y a ceux qui vivent de leurs capitaux, dont on dit que leur argent travaille pour eux. Mais en réalité ce sont les ouvriers, les employés qu'ils exploitent qui travaillent pour eux.

Eh bien nous, Lutte Ouvrière, nous ne prétendons pas défendre les intérêts de tous les citoyens. Ce n'est pas possible, car ces intérêts sont contradictoires. Ceux qui affirment défendre les prétendus intérêts de tous les Français ne défendent que les intérêts des privilégiés. Notre choix fondamental c'est de nous placer du point de vue des intérêts des travailleurs, de ceux qui n'ont que leur salaire pour vivre quand ils ont un emploi et qui sont dans la misère quand ils n'en ont plus.

**Créer un parti qui soit réellement au service des intérêts politiques, présents et à venir, de l'immense camp des travailleurs**

Il est à la mode aujourd'hui de prétendre que la classe ouvrière a disparu et qu'il est plus judicieux de parler de « classes moyennes », en y mélangeant aussi bien des commerçants, des petits patrons que

ceux des travailleurs qui ont un emploi stable. D'autres parlent de l'émergence d'une nouvelle classe ouvrière, dont les éléments les plus combattifs seraient les jeunes précaires, parfois tout à la fois étudiants et travaillant chez McDo ou à la Fnac.

C'est certain, depuis Marx la classe ouvrière, qui s'est accrue en nombre, s'est aussi diversifiée. Aux ouvriers de l'industrie, industrie elle-même diversifiée, s'ajoutent une multitude de catégories, des caissières de supermarché aux techniciens de laboratoire, des postiers aux infirmières, des chauffeurs de car aux standardistes de plateforme téléphonique, des conducteurs de locomotive aux informaticiens.

Et puis, on a su inventer des désignations destinées à badigeonner de rose la condition ouvrière : on ne parle plus de « manœuvre », au bas de l'échelle dans une usine, mais d'« agent de production ». Et le balayeur de l'atelier comme les travailleurs des entreprises de nettoyage – où l'exploitation est souvent féroce – se sont vus gratifiés du titre ronflant de « techniciens de surface » ! On a su gommer aussi ce qui, dans la hiérarchie de l'entreprise, fleurerait bon le caporalisme : le chef

du personnel est devenu DRH, « directeur des ressources humaines ».

Bien sûr, le salaire d'un ouvrier sur une chaîne d'usine d'automobiles n'est pas le même que le salaire d'un ingénieur aéronautique d'Airbus. Et, malheureusement, le sentiment d'appartenir à une catégorie, avec ses revendications spécifiques, est souvent plus fort que le sentiment d'appartenir à la même classe sociale.

Pourtant, toutes ces catégories ont en commun de vivre exclusivement de leur salaire, sans exploiter personne. Et c'est grâce à leur travail collectif que l'économie fonctionne, que les usines tournent, que les trains roulent, que les avions volent, que la production sort.

En produisant des biens et des services pour la société, ils produisent aussi du profit pour le compte d'une minorité capitaliste. (...)

**Seule la classe des travailleurs a les moyens de réaliser la transformation radicale de la société**

Notre choix fondamental de défendre les intérêts politiques des travailleurs salariés n'est pas seulement motivé par le fait que c'est une classe sociale opprimée et exploitée, une classe qui, tout en produisant tout, ne bénéficie que d'une petite fraction des fruits de son travail.

Notre choix repose plus encore sur la conviction que c'est cette classe sociale qui, par son nombre et par sa place au

cœur même de la production, a la capacité de mettre fin à l'organisation sociale actuelle, basée sur l'exploitation.

L'économie capitaliste n'est pas seulement injuste. La concurrence, la rivalité pour le profit, sont aussi à la base d'un fonctionnement chaotique, marqué par des crises économiques, par des krachs financiers. Tout cela représente un gâchis effroyable, un gaspillage inouï du travail humain.

C'est tout le développement de la société humaine qui est emprisonné, freiné, brisé par des structures capitalistes et par l'impérialisme qui en dérive, et qu'on affuble du nom de « mondialisation ».

Seule, la classe des travailleurs a les moyens de réaliser la transformation radicale de la société et de permettre à l'humanité de franchir cette étape formidable de son histoire que sera la disparition de l'exploitation, de la concurrence, du profit et tout ce qui en dérive : les crises économiques comme l'impérialisme et le sous-développement.

Pour jouer ce rôle, et même pour se défendre efficacement, il faut cependant que les travailleurs, par-delà leurs catégories et, bien sûr, par-delà leurs origines et leurs nationalités, aient conscience de faire partie d'une même classe sociale, ayant les mêmes intérêts matériels et politiques.

Cette conscience collective a marqué l'histoire du mouvement ouvrier. Elle a émergé d'une succession de luttes. Cette conscience collective n'était pas suspendue en l'air.

Elle était perpétuée, cultivée et transmise par les organisations que les travailleurs avaient su se donner, des organisations politiques qui se revendiquaient du socialisme ou du communisme, ou des organisations syndicales à l'époque où elles mettaient sur leur drapeau non seulement la défense des intérêts matériels et moraux des travailleurs, mais aussi leur émancipation et le changement social.

Cela fait bien longtemps cependant que ces organisations ont cessé de jouer leur rôle. Le Parti Socialiste comme le Parti Communiste sont devenus des partis au service de la bourgeoisie, même si leur électorat se recrute dans les classes populaires. Ils ont cessé de transmettre la culture et les valeurs du mouvement ouvrier, pour propager les mêmes valeurs que leurs concurrents de la droite.

Et si, depuis tant d'années, la classe ouvrière recule devant l'offensive de la bourgeoisie, c'est bien sûr en raison de la situation objective, de la crise économique et du chômage qui affaiblissent la position du monde du travail face au grand patronat et ses laquais politiques. Mais c'est aussi parce que, faute d'un véritable parti représentant ses intérêts politiques, le monde du travail est désarmé.

Les principaux problèmes qui frappent aujourd'hui les classes populaires, le chômage de masse, la baisse du pouvoir d'achat, notamment, viennent du fait que le capital financier, que les conseils d'administration ont un

Suite en page 8

# Images de notre Fête



Suite de la page 7

pouvoir dictatorial sur l'économie et qu'aucune de leurs décisions n'est motivée par l'intérêt de la société, mais qu'elles sont seulement motivée par la volonté de dégager le profit maximum pour leurs actionnaires.

L'écrasante majorité de la société souffre de la mainmise, sur la vie, de la finance et de ses lois. Mainmise pour laquelle le patronat n'a pas besoin d'être élu à la tête du pays. D'une part, son poids économique le rend plus puissant que le gouvernement. D'autre part, il est toujours représenté à la tête de l'État, aussi bien par la droite que par la gauche gouvernementale.

La seule force sociale qui pourrait contrôler le fonctionnement des entreprises, le fonctionnement de l'économie, et limiter la puissance des financiers et de leurs conseils d'administration, ce sont les salariés des grandes entreprises, des banques, des organismes financiers, de la grande distribution. Ces salariés sont concentrés précisément dans les lieux où les profits se créent par leur travail. C'est-à-dire qu'ils se trouvent en permanence dans les lieux où le contrôle sur toute la vie d'une entreprise est le plus facile.

La renaissance d'un véritable

parti ouvrier est nécessaire, et elle est possible. Ce parti ne se créera pas par de seuls programmes ou proclamations. Il surgira des luttes ouvrières elles-mêmes. Et ces luttes, elles se produiront inévitablement car les travailleurs ne pourront pas laisser leurs conditions se dégrader d'année en année. Mais un tel parti ne surgira de ces luttes que s'il y a des militants présents dans ces luttes, capables de gagner la confiance des travailleurs qui les entourent et de donner corps à cette volonté.

## Notre perspective, notre choix

Se présenter aux élections n'est pas un but en soi. Les élections sont un piège car les travailleurs n'ont pas les moyens de se faire entendre en tant que tels. En revanche, elles permettent de mettre à profit une relative liberté de parole pour s'exprimer à l'échelle du pays, pour défendre des idées et pour les faire connaître. (...)

Ces idées ne sont pleinement entendues que dans des périodes de crise sociale. Ces périodes sont rares dans l'histoire. (...) En dehors de ces périodes, cette aspiration est limitée à un petit nombre, quand elle ne disparaît

pas complètement. Dans la vie sociale et politique, il y a des hauts et des bas. (...) Mais ces hauts et ces bas dans la combativité et dans la conscience ouvrières ne nous feront pas changer d'idées et de programme. Bien au contraire ! C'est peut-être dans les périodes de recul, où tout le monde est à la recherche de la pierre philosophale, où il est si tentant de s'adresser à des couches, à des catégories qui semblent plus réceptives dès lors qu'on va dans le sens de leurs intérêts catégoriels, qu'il est vital de garder le cap et de défendre les idées.

Notre résultat à l'élection présidentielle a été faible. Il n'a à vrai dire jamais été très élevé, ne serait-ce que parce que nous sommes une organisation qui n'a pas de militants partout dans le pays. Cette fois-ci, nous avons perdu les deux tiers de nos électeurs entre 2002 et 2007.

Mais nous ne chercherons pas pour autant, entre la présidentielle et les législatives, à nous adresser à d'autres qu'à notre camp, celui des travailleurs. Comme nous ne chercherons pas non plus à parler de thèmes qui sont plus à la mode mais qui négligent les problèmes essentiels des classes populaires.

## Ce que nous avons à dire

Ce que nous avons à dire, c'est que les travailleurs n'ont rien à espérer des résultats de ces législatives et, plus généralement, que les bulletins de vote permettent au mieux d'exprimer des idées, mais jamais de changer le monde.

Ce que nous avons à dire, c'est que les travailleurs ne peuvent contraindre la bourgeoisie et son gouvernement à mettre fin au problème dramatique du chômage, à l'effondrement du niveau de vie ou à la disparition du logement populaire que par des luttes amples, déterminées, conscientes.

Ce que nous défendons dans cette campagne électorale, ce sont bien sûr un certain nombre de revendications immédiates du monde du travail, comme le rattrapage du pouvoir d'achat perdu au fil du temps, la suppression de toutes les mesures anti-ouvrières prises par les gouvernements successifs et de celles que le gouvernement Sarkozy s'appête à prendre. Et puis, il faut une augmentation conséquente et sélective des impôts, afin que la classe riche paie de quoi donner plus de moyens à l'État pour créer des emplois uti-

les dans les services publics et l'arrêt de toute aide au grand patronat, afin qu'avec cet argent l'État puisse construire les logements sociaux qui manquent.

Mais, au-delà de ces revendications immédiates, l'objectif principal que nous aurons à défendre, c'est l'idée qu'il faut que la population travailleuse impose un contrôle sur les entreprises, sur leur comptabilité, sur leur stratégie comme sur leurs décisions quotidiennes. Et le premier pas dans cette direction, c'est supprimer toutes les lois qui protègent le secret commercial, le secret bancaire, le secret industriel, derrière lesquels les patrons et les conseils d'administration préparent tous leurs mauvais coups contre les travailleurs et la société. Il faut qu'au pouvoir, aujourd'hui discrétionnaire, du grand capital et des conseils d'administration, s'oppose un contre-pouvoir venant des travailleurs et de la population.

Ce n'est pas le programme d'une révolution, mais c'est une revendication essentielle lors d'une lutte générale. Car ce serait un changement déterminant du rapport de force social et politique entre la population laborieuse et la bourgeoisie. (...)



# Images de notre Fête



## • Dimanche 27 mai 2007

**(...) Sarkozy est, avec arrogance et cynisme, au service des exploités, des spéculateurs, des licenciés. Les cadeaux dont il veut combler les privilégiés, il les a annoncés par avance. Et, bien sûr, il n'a pas la moindre intention de s'attaquer aux maux qui accablent le monde du travail, ni au chômage de masse, ni à l'écroulement du pouvoir d'achat, ni même aux souffrances qu'engendre le manque catastrophique de logements pour les classes populaires.**

Mais, comme je l'ai dit le soir même de la victoire de Sarkozy, le monde du travail ne doit pas baisser la tête, car cette élection n'est pas une catastrophe. « Même si Ségolène Royal avait été élue, nous aurions dû entrer en lutte, et même dans des luttes sérieuses et importantes, pour que les choses changent un tant soit peu pour nous. Avec Nicolas Sarkozy, il en ira de même et les luttes devront être aussi déterminées, mais pas plus. »

Alors, il est impensable que les choses continuent pendant les

cinq ans à venir comme pour les cinq ans écoulés. Il est impensable que le monde du travail subisse, résigné, le fait qu'une partie croissante des classes populaires sombre dans la misère.

**Tôt ou tard, il y aura une explosion sociale. C'est le patronat lui-même, par son avidité, ou ses laquais, par leur cynisme, qui finiront par la déclencher**

(...) Eh bien, je fais confiance à la capacité de la classe ouvrière à se défendre.

Le programme que défendent les candidats de Lutte Ouvrière dans ces législatives n'est pas un programme électoral. C'est un programme pour les luttes ouvrières de demain.

Les classes populaires n'ont rien à attendre du résultat de ces élections législatives, qui ne feront que prolonger le même duel qu'à la présidentielle entre l'UMP et le PS, qui tous les deux appliquent au pouvoir la politique de la bourgeoisie. (...)

Notre avenir à nous, le monde du travail, n'est pas au fond des urnes. Les bulletins de vote ne sont que des chiffons de papier. Notre avenir est entre nos mains. (...)

Avec Sarkozy, la bourgeoisie peut se réjouir d'avoir fait élire à la présidence de la République un de ses laquais les plus obéissants, un des hommes les plus proches de ses aspirations. Cela ne donne pas pour autant à Sarkozy des moyens supplémentaires face aux luttes sociales à venir.

J'ai eu l'occasion de dire bien souvent que quelques-unes des plus importantes mobilisations du monde du travail ont eu lieu sous des gouvernements de droite, voire sous des gouvernements autoritaires. Il en a été ainsi en Mai 68, où le mouvement étudiant et le mouvement gréviste des travailleurs avaient face à eux De Gaulle, que les grands partis de gauche et les grandes confédérations syndicales, couards, décriaient à l'époque comme un pouvoir fort, qu'il était quasi impossible de faire reculer. Eh bien, pouvoir fort ou pas, De Gaulle dut

s'enfuir, clandestinement, piteusement, devant les grèves et les manifestations pour demander soutien et réconfort auprès de l'armée française stationnée en Allemagne. Plus récemment, en novembre-décembre 1995, Juppé, le revenant d'aujourd'hui, si « droit dans ses bottes » à l'époque, dut, devant la grève, remballer son projet de démolir les retraites des cheminots. La plus grande explosion ouvrière du siècle dernier elle-même, celle de Juin 36, si elle a porté au pouvoir un gouvernement de gauche, elle avait commencé sous les gouvernements réactionnaires qui l'ont précédée.

Alors oui, Sarkozy ou pas, les travailleurs ont la force sociale pour arrêter le cours actuel des choses et pour imposer des changements véritables pour les classes populaires. Et ils ont intérêt à mettre en avant, à ce moment-là, les objectifs qui pourront réellement changer le rapport de force entre le patronat et les travailleurs.

C'est au nom de ces idées que les candidats de Lutte Ouvrière se présentent à ces élections législa-

tives à venir.

Lutte Ouvrière présente des candidates et des candidats dans 563 circonscriptions en France métropolitaine, en Guadeloupe, en Martinique et à la Réunion. Dans pratiquement toutes les circonscriptions, les idées que nous défendons seront donc représentées.

Les candidats de Lutte Ouvrière s'adresseront, comme nous le faisons toujours, aux travailleurs, à la conscience de classe des travailleurs, et pas seulement pour défendre des idées, même généreuses, mais qui ne peuvent pas changer la société. (...)

Plus il y aura de voix pour les candidats de Lutte Ouvrière, plus le patronat et ceux qui le représentent sauront qu'ils risquent un coup de colère de votre part, un coup de colère, c'est-à-dire des grèves, nombreuses, fortes, puissantes, qui s'enchaînent et qui se généralisent. C'est la seule chose que craint le patronat. Car c'est cela qui le touche au portefeuille qu'il a à la place du cœur. (...)

Alors, votez pour vous, votez pour les candidats de Lutte Ouvrière !

# Les allocutions d'Arlette Laguiller (suite)



## • Lundi 28 mai 2007

**L'élection présidentielle a donné lieu à une débauche de discours patriotiques, voire chauvins. De la part de Le Pen, c'est naturel. Ce démagogue d'extrême droite a bâti sa carrière politique sur la méfiance et la haine à l'égard de l'étranger, et plus spécialement à l'égard des travailleurs immigrés qui vivent et travaillent en France.**

Il en va de même pour Sarkozy. Pour prendre à Le Pen une partie de son électorat, il a repris ses arguments les plus réactionnaires, les plus stupides et les plus éculés.

Mais, au fil de la campagne, Ségolène Royal s'est alignée à son tour sur le même terrain. Bien sûr, la *Marseillaise* et le drapeau tricolore dont elle a chanté les louanges ont été les symboles d'une révolution. Mais c'était il y a deux cents ans et, depuis, ce drapeau est devenu l'emblème de la bourgeoisie française. Et l'État de cette bourgeoisie, devenue impérialiste, est allé imposer les intérêts de ses capitalistes et de leurs affaires aux quatre coins du monde par le fer, le feu et la torture. Le drapeau tricolore a alors été celui de guerres de conquête, celui de l'oppression coloniale, celui du pillage d'une grande partie de l'Afrique et de plusieurs pays d'Asie pour le compte de la bourgeoisie française.

Un des aspects les pires de cette actuelle débauche de nationalisme, c'est qu'elle creuse l'opposition entre ceux qui sont nés en France et ceux qui n'y sont pas nés.

L'immigration est transformée par la démagogie politique en menace terrible pour

la population française. Mais toute l'histoire de l'humanité est faite de migrations et de mélanges ethniques ! Et le développement capitaliste les a accentués dans des proportions colossales.

En transformant les paysans en prolétaires, le capitalisme les a déracinés en même temps. Plus le capitalisme se développait, plus il attirait la population des campagnes vers les centres industriels. Les prolétaires ont toujours été des expatriés.

Il y a un siècle, ils étaient les expatriés de leurs villages, de leurs régions, venant du Limousin, de la Creuse, de Bretagne ou de Savoie. Puis, ceux-là intégrés, sont arrivés ceux venant de plus loin, d'Italie, de Pologne, d'Espagne et du Portugal. Après eux, ou en même temps, sont arrivés ceux de l'empire colonial, des Vietnamiens, des Africains, des Maghrébins. Il faut noter qu'en France, après la Deuxième Guerre, la Régie Renault, avant d'envoyer des recruteurs au Maroc, avait fait venir de nombreux travailleurs de Bretagne, d'ailleurs un peu isolés à Billancourt.

Aujourd'hui, les travailleurs des grandes entreprises en France viennent de partout : à ceux des anciennes colonies françaises se sont ajoutés ceux de Turquie, de l'ex-Yougoslavie, du Pakistan, de Ceylan, du Bangladesh...

C'est le capitalisme qui en a fait des prolétaires, ce sont les grandes entreprises qui ont mêlé dans un même creuset ceux qui travaillent sur les mêmes chaînes de production ou sur les mêmes chantiers. Les séparer artificiellement les uns des autres, les opposer, les pousser vers les repliements

communautaires, est un des aspects les plus réactionnaires non seulement du discours d'extrême droite, mais aussi de la politique de tous les gouvernements. Ces gouvernements qui, les uns après les autres, ont établi des quotas, dressé des obstacles, fait voter des lois, qui n'ont jamais arrêté la migration, car la migration c'est la vie même de l'humanité. Mais ces obstacles ont contribué à créer ou à renforcer des préjugés qui sont à la fois stupides et réactionnaires mais qui, même lorsqu'ils ne prennent pas une forme violente, divisent le monde du travail et dressent ses composantes les unes contre les autres.

Il faut refuser tout cela ! Il faut sans cesse rappeler que, par-delà les origines, par-delà la nationalité, nous formons une seule et même classe ouvrière ! Et tous les travailleurs qui ont vécu une grève savent comment la lutte menée en commun fait émerger cette solidarité, ce sentiment qu'ensemble on peut l'emporter, qui est le propre de la classe ouvrière et qui en fait aussi la force.

Pour résoudre un prétendu problème de migration, celui en particulier de la misère et de la faim qui poussent des millions d'hommes et de femmes venant de pays pauvres vers les pays industriels, les politiciens, de la droite au PS, ont le cynisme de parler de co-développement.

### Quel co-développement ?

Mais la France impérialiste et ses anciennes colonies d'Afrique vivent depuis longtemps en co-développement. Leurs liens historiques témoi-

gnent précisément que le seul co-développement possible, sous le règne du capital, c'est un co-développement où les colonies s'appauvrissent et les métropoles s'enrichissent, où les unes sont pillées et les autres accumulent le butin de ce pillage. (...)

Et un des aspects les plus insupportables de l'évolution de l'impérialisme à notre époque, c'est qu'au temps des communications à la vitesse de la lumière, des déplacements rapides, au temps où les barrières de la distance sont progressivement supprimées, on dresse d'autres barrières entre les peuples. Et on en dresse en particulier entre les quelques régions privilégiées de la planète, les grandes nations industrielles, et la majeure partie pauvre de la planète. Des murs pour séparer les États-Unis du Mexique, des murs à Ceuta et à Melilla, enclaves espagnoles au Maroc, pour protéger l'Europe contre des Africains qui cherchent, pour survivre, à trouver du travail dans les pays développés d'Europe occidentale. Des mers, des océans ou même des fleuves qui, au lieu de constituer des liens entre les peuples, comme cela a été le cas bien souvent aux temps anciens, les séparent aujourd'hui. Des hélicoptères et des vedettes de la police pour empêcher des boat-people haïtiens d'accoster sur les côtes américaines, pour empêcher des Africains d'atteindre les côtes d'Espagne ou d'Italie.

### Nous sommes fiers d'être internationalistes !

Nous sommes fiers d'affirmer que, sur cette planète, il n'y a qu'un seul peuple et qu'une seule humanité. Les intérêts des exploités et, au-delà, de tous les hommes, sont les mêmes d'un bout à l'autre de la planète.

Eh bien oui, être commu-

niste, c'est être internationaliste. Pas seulement par attitude morale, par solidarité abstraite. Mais parce que la société future, celle qui s'édifiera sur les ruines du capitalisme, la société communiste, n'est possible qu'à l'échelle du monde. Les frontières et les barbelés d'aujourd'hui apparaîtront aux yeux de nos petits-enfants comme aussi barbares, aussi abjectes que le passé dont témoignent ces bâtiments de l'île de Gorée, au Sénégal, point de départ des bateaux d'esclaves, conservés pour rappeler à l'humanité la barbarie du trafic du bois d'ébène.

Eh bien, nous ne sommes pas sortis de cette barbarie. Elle a changé de forme, mais pas de contenu ! L'esclavage économique a remplacé un peu partout sur la planète l'esclavage tout court.

Oh, je sais bien que, dans nos pays développés, rapprocher le sort des travailleurs salariés de celui des esclaves apparaît comme une analogie hasardeuse et exagérée. Mais est-ce si exagéré, s'agissant de ces millions de prolétaires de pays pauvres, du Bangladesh, d'Abidjan, de Lagos ou de Port-au-Prince ?

Dans les pays impérialistes où se trouvent les sanctuaires du grand capital, celui-ci a accepté de concéder au prolétariat une vie un peu meilleure et une certaine protection contre les aléas de l'existence. Mais on voit bien, même dans ces pays riches, depuis plusieurs années, à quel point ces avantages sont aléatoires et susceptibles d'être remis brutalement en cause. Même dans les pays riches, la partie la plus pauvre du monde du travail est ramenée à des conditions d'existence qui se rapprochent de celles des pays les moins développés. Les cabanes autour du périphérique parisien n'ont pas grand-chose à envier à celles de Rio de Janeiro.

Mais dans combien de pays pauvres les prolétaires n'ont



jamais connu d'autre existence que la misère, que les taudis, que la faim qui tenaille, avec pour seul espoir l'unique repas par jour pour soi-même et sa famille ? Dans combien de pays, pour que survive la famille, il faut que les enfants de dix ans ou moins travaillent, comme les enfants de Liverpool ou de Manchester à l'époque du capitalisme naissant ?

Mais ces prolétaires des pays pauvres, qui semblent parcourir avec retard le même chemin que la classe ouvrière d'Europe occidentale, n'ont pas en face d'eux les industriels du 19<sup>e</sup> siècle, mais le grand capital moderne, les mêmes grands groupes industriels et financiers qui exploitent aussi les travailleurs d'ici.

Eh bien, ce sont tous ceux-là, les nôtres, les travailleurs des villes industrielles de France et d'Europe certes, mais aussi ceux d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie !

## Mondialisation ou impérialisme ?

Il est à la mode, depuis quelques années, de désigner par le nom de « mondialisation » cette réalité mondiale qui est marquée par la domination des trusts multi-nationaux sur le monde, par l'échange inégal, par la libre circulation des capitaux qui signifie surtout le libre pillage de la planète.

Mais c'est une expression impropre et qui dissimule plus qu'elle ne dit, et surtout qui conduit vers de faux objectifs. C'est une expression impropre car la mondialisation n'est vraiment pas nouvelle. Tout le développement du capitalisme s'est fait dans le cadre mondial. Et les pires aspects de cette mondialisation, la domination des grands trusts et des grandes puissances impérialistes sur le monde, sont là depuis plus d'un siècle. Mais surtout, ceux qui aujourd'hui font un drapeau de l'anti-mondialisation, ou de l'anti-libéralisme, n'ont rien d'autre à proposer, explicitement ou implicitement, que le retour à des frontières économiques fermées, à des droits de douane qui renchériraient tout ce qui se consomme à l'intérieur des pays, à un protectionnisme qui serait catastrophique pour les classes populaires.

Ce qui est à la base de l'inégalité fondamentale et des maux de l'économie mondiale d'aujourd'hui, ce n'est pas la mondialisation, c'est l'impérialisme ! Et on ne peut pas corriger ou réformer l'impérialisme, on ne peut pas l'améliorer, on ne peut que le détruire, en mettant fin au capitalisme, à l'organisation économique qui en est la base. (...)

L'impérialisme, ce n'est pas

seulement le pillage de la planète par quelques centaines de grands groupes industriels et financiers. C'est aussi les guerres derrière lesquelles il y a pour ainsi dire presque toujours la concurrence, la rivalité entre ces grands groupes industriels, ou celle des États impérialistes qui les représentent. C'est aussi la guerre menée directement par les armées des puissances impérialistes en Irak ou en Afghanistan. Et, pour ce qui concerne l'impérialisme français, les guerres civiles, ouvertes ou latentes, en Côte-d'Ivoire, au Tchad ou en République Centrafricaine, sans même parler du Congo-Zaïre.

Tous les dirigeants politiques, qu'ils soient de gauche ou de droite, se retrouvent pour parler de l'importance de « la présence française dans le monde ». Mais derrière cette expression, il y a la préoccupation fondamentale de préserver les intérêts du grand capital français. La diplomatie sert à cela, mais il n'y a pas que la diplomatie, car c'est aussi à cela que servent les porte-avions, les sous-marins, les troupes que l'on stationne ou que l'on déploie en Afrique ou ailleurs. C'est sur les services publics, et donc sur la population laborieuse d'ici, que l'on prélève de quoi intervenir contre la population laborieuse en Afrique ou ailleurs. Ces intérêts étaient hier, au temps des colonies, ceux de Boussac, Lesieur ou Michelin. Aujourd'hui, ce sont ceux de Bouygues, Bolloré et compagnie.

Il serait long d'énumérer la liste de tous les conflits qui déchirent l'humanité. Mais tous les conflits qui durent portent, directement ou indirectement, les stigmates de la domination impérialiste sur le monde. Depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, il n'y a pas une minute où les armes se sont tues sur l'ensemble de la planète.

Les puissances impérialistes ont joué un rôle majeur dans le fait qu'en Palestine, un peuple entier soit enfermé dans un camp de concentration, tandis qu'un autre peuple a été transformé en géolier. (...)

Dans les conflits où l'impérialisme est directement impliqué, nous sommes, bien sûr, solidaires des peuples qui en subissent directement les coups.

Nous sommes aux côtés des opprimés contre les oppresseurs. Dans les cas des anciennes colonies africaines de la France, nous sommes pour le retrait des troupes françaises d'Afrique. Nous sommes pour le retrait des troupes des puissances impérialistes aussi bien d'Irak que d'Afghanistan. Nous sommes pour le droit du peuple

palestinien à disposer d'un État et à ne pas subir l'oppression de l'État d'Israël.

Mais tout cela, ce n'est que de la solidarité élémentaire. Le véritable problème de l'avenir est l'existence même de l'impérialisme. Tant qu'il y a l'impérialisme, même si un foyer de tension s'éteint, il y en a un autre qui s'allume inévitablement. C'est à l'impérialisme lui-même qu'il faut mettre fin.

## Mettre fin au capitalisme lui-même

Avec le recul politique de la classe ouvrière, bien des expressions ont été galvaudées, dénaturées. Les mots « anti-impérialiste » ou « anticapitaliste » sont devenus des mots-valises dans lesquels chacun peut mettre ce qu'il a envie d'y mettre, et parfois pas grand-chose.

Combien d'organisations nationalistes des pays pauvres se disent anti-impérialistes, alors qu'elles veulent seulement que l'impérialisme leur laisse le droit de prélever pour elles-mêmes une partie un peu plus grande sur l'exploitation de leurs propres peuples ?

Combien de courants réformistes des pays impérialistes se disent anti-impérialistes, alors que les partis qui les représentent, comme le PS en France, ont assumé la responsabilité politique de guerres coloniales ou de guerres d'oppression menées, sous leur direction, par leur propre impérialisme ?

Le seul moment dans l'histoire du siècle dernier où l'impérialisme a été réellement menacé a été lorsque le prolétariat russe a conquis le pouvoir politique, et qu'une de ses premières préoccupations a été de tendre une main fraternelle au prolétariat des autres pays pour



fonder une Internationale afin que les prolétaires des différents pays, en combattant leur propre bourgeoisie, unissent leurs forces pour renverser le capitalisme à l'échelle internationale.

La Russie révolutionnaire est restée seule. Elle a dégénéré, donnant naissance à une bureaucratie antiouvrière. Un des indices majeurs de cette dégénérescence antiouvrière a été précisément le moment où les dirigeants de la bureaucratie ont commencé à parler de « socialisme dans un seul pays » et ont abandonné le combat, en dissociant le sort de la révolution russe de celui de la révolution internationale.

C'est dire que le combat contre l'impérialisme ne reprendra que lorsque la classe ouvrière aura retrouvé le sens de ses intérêts politiques, à court comme à long terme, c'est-à-dire lorsqu'elle se sera donné un véritable parti qui la représente.

Entre notre objectif de con-

tribuer à la reconstruction d'un véritable parti ouvrier représentant les intérêts politiques et sociaux des travailleurs, un véritable parti socialiste, un véritable parti communiste, et le renversement de l'impérialisme, la distance peut paraître galactique.

Mais une fois que ce parti existe et que la classe ouvrière retrouve la conscience de son rôle dans la transformation de la société, alors les choses peuvent aller vite, très vite.

Alors, camarades, bonne fin de fête ! Et, la fête finie, il faudra reprendre nos activités, à commencer par la campagne des législatives. Nous avons à œuvrer pour que nos idées, les idées de lutte de classe, les idées de l'émancipation des classes exploitées, les idées communistes, retrouvent le chemin de la classe sociale à laquelle elles sont destinées et qui, seule, pourra les réaliser : la classe des travailleurs salariés et leurs alliés éventuels.



## • Nouvelles franchises médicales

### Des mesures contre les plus pauvres

**La nouvelle ministre de la Santé Roselyne Bachelot vient de préciser le projet de « franchise médicale », défendu par Sarkozy au cours de sa campagne présidentielle.**

Dimanche 27 mai, elle a annoncé que la Sécurité sociale ne rembourserait plus les dix premiers euros de dépenses annuelles sur les consultations, les médicaments, les examens biologiques et l'hospitalisation. Ces quatre nouvelles franchises seront appliquées dès janvier 2008, après leur vote dans le cadre de la loi de financement de la Sécurité sociale à l'automne 2007.

Bachelot a chiffré le montant de ces franchises à 40 euros par an, précisant que ce serait par famille, alors que Sarkozy, encore candidat, avait évoqué une « franchise modulable de 50 à 100 euros par an », « les 10 à 15 premiers euros de dépenses par an », « quelques centimes d'euros à quelques euros par actes, selon

ceux-ci » ou encore « 40 euros par famille et par an ». Elle n'a pas dit, par contre, si ces nouvelles franchises s'ajouteraient ou non à la franchise d'un euro par consultation mise en place en 2005 et à celle de 18 euros pour les actes médicaux de plus de 91 euros appliquée depuis septembre 2006.

Par contre, elle s'est permis de dire que cette franchise représentait un « outil indispensable de responsabilisation » des malades, son prédécesseur à la Santé, Xavier Bertrand, parlant même de « pédagogie ». À les entendre, on serait donc responsable quand on tombe malade et qu'on décide de se soigner. Et pour « responsabiliser » les patients encore plus, Bachelot a annoncé que, du moins dans un premier temps, ces franchises ne seraient pas remboursables par les mutuelles, devenant ainsi pour tous une véritable pénalité finan-

cière. Décidément, pour Bachelot et Bertrand, la Sécurité sociale doit relever de cet « assistantat » que Sarkozy fustige à longueur de discours.



Cette mesure, qui sera clairement supportée par les pauvres et leur rendra l'accès aux soins encore plus difficile, avait soulevé les critiques de Martin Hirsch, haut-commissaire aux Solidarités actives contre la

pauvreté. Mais, après avoir rencontré Bachelot, il s'est dit « rassuré » car, paraît-il, la situation des « personnes en difficultés » – à savoir les enfants et les plus démunis – serait prise en compte. Voilà au moins un haut-commissaire qu'un rien rassure.

Depuis des années, les gouvernements ponctionnent les assurés par tous les moyens : franchises médicales, forfait hospitalier passé en 2007 à 16 euros, déremboursement de listes de médicaments de plus en plus longues, etc. Le prétexte est toujours de combler le trou de la Sécurité sociale en prenant dans les poches des assurés. Pendant ce temps, 65 milliards d'euros ont été donnés aux grandes entreprises en subventions l'année passée, ce qui aurait permis de financer près de... vingt fois le déficit annoncé de la Sécurité sociale pour 2007.

Cédric DUVAL

## • Immigrants perdus en mer

### On n'arrête pas les affamés avec des frontières

**Vendredi 28 mai des pêcheurs de l'île de Malte, située entre les côtes libyennes et la Sicile, en Méditerranée centrale, ont recueilli un homme, seul survivant du naufrage d'un bateau d'immigrants clandestins.**

Le lendemain, dans la même zone, 26 survivants d'un autre naufrage, agrippés à une cage servant à élever les thons en pleine mer, ont été sauvés par un bateau italien. Le dimanche, 27 autres, également accrochés depuis des heures à une cage à thons, ont enfin trouvé refuge sur un chalutier espagnol après que d'autres navires eurent fait semblant de ne pas les voir.

Aucun pays ne voulant recevoir ces derniers naufragés, ils doivent rester sur le chalutier, où il n'y a ni de quoi les nourrir,



ni de quoi les habiller, ni de quoi les coucher. Le ministre de l'Intérieur de l'île de Malte, membre de l'Union européenne, a affirmé froidement : les naufragés « se trouvaient dans la zone de recherche libyenne et ont été secourus par un navire espagnol. Nous n'avons aucune obligation de les secourir au regard de la loi internationale ».

Chaque année aux beaux jours, des milliers, peut-être des dizaines de milliers d'hommes, parfois accompagnés de leur famille, tentent ainsi leur chance. Partis de la côte libyenne, mais souvent originaires d'Afrique noire et ayant déjà accompli un long voyage, ils essaient de traverser le bras de mer. Sur des barques hors d'usage, surchargées et sans

équipage, munis seulement de quelques bidons d'eau, ils tentent de gagner la Sicile, l'île de Lampedusa ou Malte, c'est-à-dire l'Europe.

L'Union européenne aura beau multiplier les lois, faire patrouiller des vedettes militaires, installer des radars, signer des accords policiers, rien n'y fera. Même si les États rétablissaient pour les officiers le droit de jeter les clandestins par-dessus bord, ce que certains ont déjà fait, cela ne les découragerait pas. Car aucune des barrières que peut inventer l'Europe ne sera plus terrible que la misère que cette même Europe a créée et entretient en Afrique, cette misère qui pousse les jeunes à aller tenter leur chance dans les pays riches.

Paul GALOIS

## Bon appétit, ô ministres intègres...

Une enquête officielle a constaté que 17 000 pièces appartenant au Mobilier national, à l'État donc, et qui avaient été prêtées à des ministères, des ambassades ou à l'Élysée ont disparu, chipées par des ministres ou des proches.

Ces mêmes ministres, qui font des discours moralisants sur les devoirs des citoyens, qui montent en épingle quelques fraudeurs aux Assedic et proposent des lois pour accroître la pression fiscale sur les travailleurs, n'hésitent pas à se servir sur les biens de

l'État.

Les ministères changent souvent de titulaire et d'équipe. Il serait judicieux de vérifier qu'ils n'embarquent pas l'argenterie en partant.

## Le mur du silence

Selon un rapport de la direction de la Répression des fraudes, sur 300 sociétés de construction de maisons individuelles contrôlées en 2006, 222 infractions graves ont été relevées : publicité mensongère, non-respect des garanties ou de la réglementation, absence de contrat écrit...

Combien de ces margoulines ont été condamnés, et à quelles peines ? Les médias sont bien discrets. Est-ce parce que les constructeurs de maisons individuelles sont de gros annonceurs ?

## • Eau

### La pollution se porte bien

**Les six agences de l'eau, chargées de veiller à ce que les cours d'eau et les nappes souterraines soient en bon état écologique, coûtent de plus en plus cher et sont incapables d'arriver à une solution satisfaisante.**

C'est la conclusion à laquelle est arrivé le mensuel *Que Choisir ?* au moment où ces agences mettaient en route leur neuvième programme d'action qui devrait, de 2007 à 2015, assainir définitivement la situation. D'après le bilan officiel de ces agences, 75 % des rivières et 50 % des nappes phréatiques sont polluées et le seront encore en 2015.

L'agence de l'eau de Seine-Normandie reconnaît que « les teneurs en nitrates et pesticides dans les eaux souterraines ne cessent d'augmenter » et que « seules les nappes peu concernées par l'agriculture intensive sont épargnées ». En Bretagne, l'État a décidé de suspendre quatre nouveaux captages, après les neuf déjà abandonnés ; l'eau polluée ne sera plus pompée pour la consommation, mais elle continuera à déverser ses nitrates en mer et à provoquer des marées vertes. Quant aux dépenses faites par les collectivités pour capter et traiter l'eau, elle seront passées à pertes, pour les usagers payeurs, et profits, pour les sociétés qui ont installé ces équipements.

La seule solution trouvée par l'État, c'est de tenter tout au plus de traiter la pollution en aval, au lieu de trouver, en amont, des moyens de l'empêcher. Il n'est pas question pour lui de promouvoir une alternative à l'agriculture ou à l'élevage intensifs ; il a même, en 2005, assoupli les modalités d'ouverture d'élevages industriels. Les six agences vont donc augmenter leurs redevances, de 6 % dans la région Rhône-Méditerranée-Corse, à 30 %, en Artois-Picardie ou Rhin-Meuse. La facture d'eau va augmenter, mais, entre les consommateurs et les lobbies de l'industrie et de l'agroalimentaire, qui sont à la fois les gros pollueurs et les membres influents des agences de l'eau, l'État a vite choisi à qui la présenter.

Sylvie MARÉCHAL

## • Triage SNCF de Sibelin (Rhône)

### La grève s'arrête, la colère reste

Les cheminots du triage de Sibelin en banlieue lyonnaise ont décidé, jeudi 24 mai, d'arrêter leur mouvement de grève. Depuis quatorze jours, ils débrayaient tous les jours quatre heures par équipe pour demander l'arrêt des réorganisations, et des augmentations d'effectifs.

Au cours des négociations, mardi 22 et mercredi 23 mai, la direction régionale n'a pas cédé sur les revendications principales, disant que si elle augmentait les effectifs à Sibelin, elle devrait le faire ailleurs et que cela remettrait en cause les grandes réorganisations du Fret prévues à l'automne.

Elle a pourtant bien avoué à sa façon que les problèmes d'effectifs sont réels, puisqu'elle a repoussé en septembre une partie de la réorganisation et la suppression de deux postes

d'agents de réserve. Elle s'est engagée à respecter son propre règlement concernant les coups de fil au domicile des travailleurs pour les convoquer et à donner des réponses dix jours

avant pour les demandes de jours de congés, et un mois avant pour les congés de fin d'année. Et pour calmer le mécontentement, elle a cédé quelques qualifications.

Pour faire vraiment reculer la direction il aurait probablement fallu au moins arrêter complètement le travail et tenter de s'adresser à l'ensemble des cheminots pour étendre la grève. Même si le recul de la direction n'a été que partiel, cette réaction, dans une période d'offensive contre les salariés, a montré qu'il y a une accumulation de la colère et que tout ne passe pas.



Correspondant LO

## • EADS-Airbus

### Faire payer ceux qui ont spéculé sur les difficultés du groupe

Alors qu'Arnaud Lagardère, en sa qualité de principal actionnaire privé d'EADS, est à son tour entendu dans le cadre de l'enquête pour délit d'initié menée par l'Autorité des marchés financiers, le quotidien économique *La Tribune* affirme que les dirigeants du groupe EADS, maison-mère d'Airbus, connaissaient les retards du programme A380 bien avant de revendre leurs actions.

Le quotidien mentionne notamment la diffusion d'un document interne, daté du 6 mars 2006, qui ramenait les perspectives de livraison de 29 à 24 avions. Comment d'ailleurs ces hauts cadres et dirigeants pouvaient-ils ignorer les difficultés du nouvel Airbus, alors qu'à l'époque des centaines d'ingénieurs, de techniciens et d'ouvriers allemands avaient été appelés en renfort à Toulouse ?

Ces dirigeants s'en défendent. Il n'en demeure pas moins

qu'à partir du 7 mars 2006, dès le lendemain donc, le coprésident d'EADS, Noël Forgeard, et la quasi-totalité des responsables du groupe (85 % des 800 hauts cadres) ont commencé à vendre leurs stock-options. Curieuse coïncidence, d'autant que, dopé par l'annonce de bénéfices records pour l'année 2005 et d'excellentes perspectives pour 2006, le cours de l'action atteignait alors des sommets : 31,20 euros, tandis que le prix moyen des options

s'établit autour de 23,40 euros.

Tout ce beau monde a donc empoché d'énormes bénéfices : 2,5 millions d'euros pour Forgeard, un million supplémentaire pour ses enfants ; 1,15 million pour le directeur général délégué Jean-Paul Gut, tandis que quatre autres membres du comité exécutif d'EADS réalisaient entre 365 000 et 1,2 million d'euros de plus-value.

Le groupe Lagardère et Daimler-Chrysler, principaux actionnaires privés d'EADS, ne furent pas en reste. Le 20 mars 2006, ils décidaient à leur tour de réduire de moitié leur participation dans le capital du groupe. Cette vente d'actions rapporta 2 milliards d'euros à chacun d'eux, alors que quel-

ques semaines plus tard, le cours de l'action s'étant effondré, le montant global de ces cessions n'aurait valu que 1,15 milliard.

Dans ce contexte, tous ces gens-là auront du mal à faire croire à leur bonne foi, même si, juridiquement, il risque d'être difficile de prouver qu'il y a bien eu « délit d'initié ». Le plus révoltant dans cette affaire est qu'au nom des difficultés du groupe, on demande des sacrifices aux milliers de salariés d'Airbus, en France comme en Allemagne. Qu'on commence donc par demander à ceux qui se sont enrichis en spéculant sur ses difficultés !

Roger MEYNIER

## Non aux cadences infernales

Dans le dernier numéro de *Fréquence Banque*, la direction affiche la couleur. On y voit dessiné un agent qui court sur un tapis d'entraînement avec, à ses côtés, un chef qui le fait accélérer.

Et comme d'habitude le chef, lui, ne court pas.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Banque de France (Paris)

## Avez-vous vu des ascenseurs ?

À la CAF de Paris, au siège, nous avons des ascenseurs, mais c'est juste pour les regarder. D'après la direction, il faudrait attendre un parfait réglage (suite note sous Intra-

net), mais elle ne dit pas quand.

Côté Viala, il y a sept étages, côté Finlay cinq étages. Par ailleurs, la direction nous indique que les escaliers ne peuvent être réceptionnés en l'état.

La direction a-t-elle prévu une échelle de corde ?

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière CAF (Paris)

## Direction d'EDF Une conduite dangereuse

Une nouvelle centrale hydroélectrique, la quatrième en trois ans, la centrale de Bancairon dans les Alpes-Maritimes, a été affectée par un incident : une conduite d'arrivée d'eau s'est fendue, provoquant l'inondation partielle de l'usine. Depuis 1999, la centrale ne bénéficie plus d'une équipe permanente pour exercer régu-

lièrement des travaux de maintenance.

Même si la direction a décidé depuis décembre 2006 d'investir 500 millions d'euros sur cinq ans dans les ouvrages hydroélectriques, c'est son incurie depuis dix à quinze ans qui est responsable de la situation actuelle.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière EDF - R & D (Chatou)

## C'est elle qui le dit !

La direction affirme dans un média que « l'activité de Cléon se maintient à un haut niveau. Conformément aux prévisions elle va augmenter de 25 % entre 2006 et 2009 ».

La production en hausse de 25 % et, dans le même temps, les embauches sont quasiment bloquées ! Avec de nombreux

camarades qui partent en retraite et qui ne sont pas remplacés, cela veut dire des chômeurs en plus !

Oui, Renault est bien un créateur... de chômage !

## Plan Ghosn... pour Ghosn

Le 30 mars dernier, Carlos Ghosn a exercé son droit d'achat sur 20 000 actions Renault.

Selon le principe des stock-options, il les a achetées 40,82 euros, sans déboursier un centime, alors qu'elles valaient ce jour-là 87,55 euros. En les revendant, il a réalisé, en une seconde, sans aucun travail... 9,34 millions d'euros de plus-value !

Gagner 9,34 millions d'euros à ne rien faire : ce n'est pas la crise pour tout le monde !

Extraits du bulletin Lutte Ouvrière Renault Cléon

## Autosatisfaction

Dans un média, la direction fait le bilan pour 2006 de son accord « handicapés ». Elle met en avant les sommes qu'elle y a consacrées. À l'arrivée, cela ne fait guère, au total, qu'un petit peu plus d'un million d'euros. Pas de quoi s'extasier !

Par contre, la direction ne parle pas des postes dits « doux » supprimés ni de la difficulté d'en trouver pour les travailleurs usés. Pas plus qu'elle ne parle des travailleurs à mi-temps à qui elle demande de faire des horaires alternés, etc.

En fait la « générosité » de la direction, c'est comme la confiture : moins elle en a, plus elle l'étale...

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Renault-Le Mans

## 45 % de plus pour tous

Ghosn, en tant que patron de Renault, a gagné 2,629 millions d'euros en 2006, y compris ses avantages en nature et ses jetons de présence. En plus, il touche un salaire, en tant que PDG de Nissan, qui n'est pas publié dans le rapport annuel, contrairement à ce qu'exige la loi.

Ce dont on s'aperçoit, c'est que, pour Renault, il a touché 45 % de plus qu'en 2005. S'il n'y arrivait pas avec son salaire précédent, qu'attend-il pour nous augmenter de même, nous qui partons... d'un peu plus bas !

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Technocentre Renault (Guyancourt)

## Un monde inhumain

Une agence de presse a annoncé que Nissan allait supprimer 1 500 emplois au Japon, avec des préretraites pour les plus de 45 ans.

Mais, au Japon, l'âge de la retraite est de 65 ans et, en moyenne, les salariés japonais prennent leur retraite à 69 ans, pour des raisons économiques. On ne sait pas comment les travailleurs japonais vont vivre jusqu'à leur retraite. Mais cela n'est pas le problème de Ghosn ni des actionnaires. Pour eux tout va bien : à l'annonce des suppressions de postes, l'action Nissan avait augmenté.

C'est une petite minorité qui s'enrichit ainsi sur le dénuement de la majorité des travailleurs.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Technocentre Renault (Guyancourt)

• **Allemagne**

# Les travailleurs de Deutsche Telekom en lutte contre la baisse des salaires

**La grève engagée en Allemagne le 11 mai par une partie des salariés de Deutsche Telekom se poursuivait toujours le 30 mai. C'est la première lutte importante qui touche l'ancienne entreprise d'État – qui emploie 180 000 salariés aujourd'hui, contre 280 000 au moment de sa privatisation en 1995.**

outre, ce recul n'a pas empêché de verser aux actionnaires un dividende inchangé. Il s'agit donc d'une provocation ouverte à l'égard des salariés, qui a lieu avec la complicité de l'État, encore actionnaire à hauteur de 32 %, et dont les deux représentants au Conseil de surveillance, tous deux membres du Parti Social-Démocrate, ont voté pour l'externalisation.

recours à des intérimaires pour remplacer des grévistes – ce qui est pourtant exclu par la convention collective en vigueur –, contrôle des téléphones mobiles de service des travailleurs pour savoir comment la grève est organisée... Elle a aussi envoyé à des centaines de salariés des lettres d'assignation pour « service d'urgence ». Il ne s'agit pas de maintenir les communications



Au nom de la réduction des coûts, la direction veut transférer, d'ici le 1<sup>er</sup> juillet, 50 000 salariés des secteurs de services (centres d'appel, services techniques, etc.) dans de nouvelles filiales. Les travailleurs concernés verraient leurs salaires baisser de 9 % et leur temps de travail augmenter de 34 à 38 heures. En prenant en compte l'ensemble des mesures, cela représenterait, selon le syndicat ver.di, une baisse allant jusqu'à 40 % pour les nouveaux embauchés.

Pour justifier cela, Deutsche Telekom met en avant une baisse du bénéfice net – qui s'est tout de même élevé à 3,16 milliards d'euros – de 43 % en 2006. Or cette baisse s'explique principalement par les provisions réalisées pour les 32 000 suppressions de postes engagées depuis l'an passé. En

Après des semaines de débrayages et de négociations infructueuses pour obtenir un « accord social » garantissant au moins le maintien du salaire, le syndicat ver.di a finalement organisé un vote. Plus de 22 000 syndiqués y ont pris part, soit environ 93 % des salariés concernés (ceux qui ont le statut de fonctionnaires n'ont pas le droit de grève et n'ont donc pas participé au vote). 96,5 % des votants se sont prononcés pour une grève illimitée.

Dès le départ, la direction de Deutsche Telekom a cherché à briser la grève : menaces de licenciement contre les apprentis s'ils participent au mouvement (ce qui est pourtant légal), octroi d'une prime de 300 à 500 euros aux non-grévistes, tentative d'utiliser les fonctionnaires comme briseurs de grève,

des hôpitaux ou des pompiers, ce que les grévistes sont prêts à faire, mais d'assurer le succès du sommet du G8 prévu du 6 au 8 juin à Heiligendamm, dans le nord de l'Allemagne.

La grève bénéficie de la sympathie de nombreux travailleurs, y compris dans le secteur privé. Et on n'entend pas cette fois les réflexions habituelles contre les fonctionnaires ou assimilés. Car beaucoup sont conscients qu'une victoire de la direction de Deutsche Telekom ouvrirait une brève supplémentaire et serait un encouragement à l'ensemble du patronat à accentuer son offensive pour baisser le coût du travail. Alors, une victoire des travailleurs de Deutsche Telekom serait une victoire pour tous.

Henri MARNIER

# Le GONG face à la répression

Le gouvernement De Gaulle et ses préfets coloniaux voulurent faire porter au GONG la responsabilité des journées sanglantes de mai 1967. Les dirigeants du GONG et d'autres personnalités nationalistes connues, proches de cette organisation, furent tous arrêtés, mis dans un avion et emprisonnés à la Santé à Paris. Les dirigeants de cette organisation militant en France furent aussi arrêtés, dont plusieurs membres de l'AGEG (Association des étudiants guadeloupéens) et de l'AGTAG (Association des travailleurs antillo-guyanais). On peut citer, entre bien d'autres, les noms de Gérard Lauriette, les frères Rodes, Pierre Sainton, Claude Makouke, Ken Kelly, Georges Baden, Michel Numa. L'un des principaux dirigeants,

Louis Théodore, recherché par la police, entra dans la clandestinité.

Le procès du GONG se déroula au tribunal de Paris au début de l'année 1968 devant la Cour de sûreté de l'État, tribunal mis en place lors de la guerre d'Algérie. Mais, faute de preuves réelles du soi-disant rôle du GONG dans la préparation et le début de réalisation d'une soi-disant insurrection révolutionnaire à la Guadeloupe, ses dirigeants furent relaxés ou condamnés à des peines avec sursis, et furent tous libérés. Malgré tout, l'action du gouvernement et des services spéciaux eut l'effet, sans doute voulu, de désorganiser le GONG et de semer la discorde dans ses rangs, l'affaiblissant considérablement.

# L'attitude du Parti Communiste Guadeloupéen

Le rôle du PC guadeloupéen, durant cette période, fut loin d'être à la hauteur de la situation. Il fut même parfois franchement négatif. Une grande partie de la politique du PCG consista en la condamnation de l'action des militants du GONG. D'autre part une fraction de ses militants avait fait scission l'année précédente pour constituer un groupe nationaliste lié peu ou prou au GONG, le groupe La Vérité. Le PCG en profita pour régler des comptes avec

des anciens camarades. Bref, il usa plus de plume et de salive pour condamner ceux qu'il appela les « gauchistes », « nationaux populistes » et autres « aventuristes » que pour condamner la répression coloniale. En tout cas, il ne chercha à organiser ni action ni manifestation d'aucune sorte pour protester contre la répression sanglante, laissant des groupes de lycéens, de jeunes, de travailleurs tenter seuls de s'organiser.

# La Ligue Antillaise des Travailleurs Communistes (aujourd'hui, Combat Ouvrier)

Nos camarades du groupe trotskyste antillais qui donna naissance en 1971 à Combat Ouvrier, militaient alors essentiellement au sein de l'émigration antillaise en France, éditant un journal ronéotypé et une feuille rédigée en créole du nom de *Gro Ka* autour de travailleurs antillais des hôpitaux et de La Poste principalement. Évidemment ce groupe ne pouvait en aucun cas peser sur les événements qui se produisaient aux Antilles. Mais, en France, il contribua à faire connaître l'ampleur de la

répression, d'autant que la presse officielle ne parlait alors pratiquement jamais de la situation aux Antilles à cette époque. Il organisa des groupes de travailleurs et d'étudiants pour manifester aux côtés d'autres organisations, et des meetings de protestation. Il se battit pour la libération des militants du GONG, tout en affirmant son propre programme prolétarien révolutionnaire face au programme nationaliste du GONG et des autres nationalistes.

**Les brochures du Cercle Léon Trotsky**

**Écologie : nature ravagée, planète menacée par le capitalisme !**

(n° 106 - exposé du 26 janvier 2007)

**Amérique latine : les gouvernements entre collaboration et tentatives de s'affranchir de la domination des États-Unis**

(n° 105 - exposé du 24 novembre 2006)

**L'Afrique malade du capitalisme**

(n° 104 - exposé du 16 juin 2006)

**Les anciennes Démocraties populaires aujourd'hui**

(n° 103 - exposé du 28 avril 2006)

**L'Inde : de l'exploitation coloniale au développement dans l'inégalité**

(n° 102 - exposé du 10 mars 2006)

**La Chine : nouvelle superpuissance économique, ou développement du sous-développement ?**

(n° 101 - exposé du 27 janvier 2006)

**États-Unis : la société capitaliste la plus puissante à la lumière de la catastrophe de la Nouvelle-Orléans**

(n° 100 - exposé du 5 octobre 2005)

Prix : 2 euros. Envoi contre cinq timbres à 0,54 euro par brochure

## • Mai 1967 en Guadeloupe

# Les troupes coloniales tiraient sur la population

Il y a quarante ans, les 26, 27 et 28 mai 1967, les gardes mobiles tiraient sur les travailleurs et la population dans les rues de Pointe-à-Pitre, faisant plusieurs dizaines de morts et de blessés. Une série de manifestations commémoratives ont lieu durant tout le mois de mai en Guadeloupe. Ce qui est entré dans l'histoire des Antilles sous le nom « Mai 67 » reste inconnu de très nombreux jeunes. D'où aussi la volonté de plusieurs organisations, personnalités et syndicats de donner plus d'ampleur cette année à ces manifestations.

Le 26 mai 1967, une foule se rassembla devant la Chambre de commerce de Pointe-à-Pitre, alors à proximité de la place de la Victoire. Parmi ces manifestants, on comptait de nombreux ouvriers du bâtiment en grève, qui réclamaient 2 % d'augmentation de salaire. Ils étaient venus soutenir leurs représentants syndicaux qui négociaient avec les patrons dans les locaux de la Chambre de commerce.

En grève déjà depuis plusieurs jours, les travailleurs étaient particulièrement excédés par l'arrogance et l'intransigeance patronales. Parmi les manifestants figuraient aussi quelques militants et sympathisants du GONG (Groupe



L'ordre colonial français à l'œuvre à Fort-de-France.

d'organisation nationaliste de la Guadeloupe), première organisation indépendantiste et nationaliste de l'île.

Le bruit courut dans la population qu'un des patrons – ceux-ci étaient comme aujourd'hui quasiment tous des Blancs, « békés » ou venant de France – aurait déclaré : « *Quand les nègres auront faim, ils céderont.* » Ces paroles ont-elles vraiment été prononcées ? Quoi qu'il en fût, vraie ou fausse, cette rumeur accrût l'exaspération. Des conques de gros coquillages (les lambis) furent lancées sur les gardes mobiles, dont quelques-uns furent blessés. Puis, sans som-

mation, ceux-ci ouvrirent le feu. Le premier tué fut un militant connu du GONG, Jacques Nestor, touché odieusement dans le dos. Immédiatement après, les gardes mobiles tirèrent dans toutes les directions, faisant morts et blessés.

Ensuite, il en fut ainsi durant trois jours et trois nuits. Des groupes de manifestants se formèrent et prirent des armes : fusils ou coutelas. Plusieurs gardes mobiles furent aussi blessés grièvement. Certains manifestants tentèrent de dresser des barricades à la tombée de la nuit. Plusieurs furent blessés. Les nuits furent sanglantes.

Des corps furent ramassés criblés de balles. On se rendit compte que les gardes mobiles utilisaient des balles dum-dum, c'est-à-dire qui explosaient après pénétration. Les noms de Taret, Tidas restent encore dans les mémoires. L'un d'entre eux fut tué à la veillée mortuaire du premier dans un quartier populaire des Abymes. Solange Coudrieux, l'un des blessés les plus connus, professeur de gymnastique, eut la jambe arrachée et dut être amputé. Il témoigne encore aujourd'hui de ce qu'il a pu vivre.

Des dizaines de jeunes furent arrêtés, parfois tout sim-

plement parce qu'ils avaient des pierres dans leurs poches. Certains furent condamnés à près d'un an de prison ferme, comme Guy Jean Baptiste, aujourd'hui militant nationaliste connu. Mais de nombreux anonymes, des jeunes des quartiers, connurent la prison.

Le 27 mai, les lycéens du lycée de Baimbridge organisèrent une manifestation de protestation, du lycée jusqu'à la sous-préfecture de Pointe-à-Pitre. C'était particulièrement courageux, car les forces de l'ordre, présentes, balles engagées, auraient pu tirer sur eux. Mais il n'en fut rien.

Pierre JEAN-CHRISTOPHE

## La situation explosive de 1967

La situation générale dans les Antilles de l'époque était une situation coloniale sans fard. Elle était très différente de la situation actuelle, le niveau de vie ayant maintenant augmenté, même si des séquelles coloniales subsistent, ainsi qu'un taux de chômage de plus de 30 %.

Mais à l'époque il n'y avait pas les mêmes allocations sociales, aides et minima sociaux existant en France, pour panser quelque peu les plaies de la misère. Des milliers de cases en bois ou en tôle, sans eau ni électricité, s'étaient un peu partout. Les salaires étaient misérables. Les travailleurs agricoles

de la canne à sucre, qui constituaient la majorité des travailleurs, vivaient dans une misère à peine croyable aujourd'hui. Les maladies dues au manque d'hygiène et à la malnutrition, la mortalité infantile, faisaient rage. D'un autre côté les patrons blancs, ceux du sucre et les autres, montraient un racisme, une arrogance, une morgue sans les masques qu'ils se mettent aujourd'hui. Il n'y avait pas aux postes de direction, dans la justice ou la police, les quelques Noirs que l'on voit aujourd'hui. Tous les dirigeants étaient blancs, face à une population noire et de couleur.

## • Pour ceux du bâtiment

### Une victoire chèrement payée

Le patronat du bâtiment guadeloupéen, qui refusait l'augmentation de salaire de 2 % aux ouvriers qui manifestaient le 26 mai 1967, leur accorda finalement 25 % quelques jours après !

Il aura ainsi fallu des dizaines de morts et de blessés pour qu'il cède, au vu de l'explosion populaire !

## Les émeutes de mars 1967 à Basse-Terre

Pour mieux comprendre « Mai 67 », il faut aussi savoir qu'en mars de la même année à Basse-Terre, dans l'autre partie de l'île, la population avait protesté contre l'attitude d'un raciste notoire du nom de Srnsky.

Le 20 mars, ce dernier, dirigeant du magasin de chaussures « Sans pareil », avait lâché son chien sur un ferreur de souliers handicapé dont la présence devant son magasin l'agaçait déjà depuis un certain temps. Celui-ci, qui s'appelait Balzinc et vit toujours, a témoigné une nouvelle fois récemment. Furieux de l'attitude de Srnsky, des jeunes s'en prirent à lui, puis attirèrent la popula-

tion. Le magasin du raciste fut mis à sac, brûlé, sa voiture jetée dans le port. Srnsky ne dut son salut qu'à une fuite précipitée et à sa disparition définitive du pays. Pendant près de trois jours la population en colère affronta à coups de pierres les forces de police. Ces dernières ne firent pas usage alors de leurs armes à feu.

Quelques jours après, une bombe explosa devant l'autre magasin de Srnsky à Pointe-à-Pitre.

Les manifestations et la répression sanglante qui se produisirent en mai 1967 à Pointe-à-Pitre se plaçaient donc dans le contexte d'un climat social déjà lourd.

## • Le « choc fiscal » du gouvernement ou...

# Plus de cadeaux pour les riches

Pendant sa campagne, Sarkozy avait promis de nouveaux cadeaux fiscaux aux plus riches. Dans ce domaine, le gouvernement ne perd pas de temps puisque le ministre du Budget, Éric Woerth, a annoncé jeudi 24 mai la cascade de mesures qu'il comptait prendre d'ici l'été afin de favoriser encore plus les nantis.

La première concerne le « bouclier fiscal », qui passera de 60 à 50 %. Autrement dit, un contribuable ne pourra pas payer en impôts une somme supérieure à la moitié de ses revenus. Cette mesure ne touche que quelque 100 000 foyers fiscaux, les plus aisés évidemment, sur les 18 millions assujettis à l'impôt sur le revenu. Et cela s'appliquerait dès maintenant, pour les impôts payés en 2007 sur les revenus de 2006.

L'impôt de solidarité sur la fortune, l'ISF, continue d'exister dans son appellation, mais le

gouvernement a prévu de le rendre moins douloureux à ceux qui y sont assujettis : ainsi, il leur remboursera jusqu'à 50 000 euros à condition qu'ils investissent dans une PME, une fondation ou une université. La « solidarité » ne jouera donc pas en faveur des plus démunis, mais envers les nantis, voire leur famille si la PME en question appartient au fils ou au petit cousin !

Le gouvernement propose aussi de faciliter la transmission du patrimoine en « mettant le paquet » sur les donations. Cela n'est pas nouveau. En 2005, le

gouvernement dans lequel Sarkozy était ministre des Finances avait déjà augmenté la somme que l'on pouvait transmettre à chacun de ses enfants sans payer d'impôts, la faisant passer de 50 000 à 80 000 euros, et il avait raccourci les délais permettant de renouveler cette opération tous les six ans, au lieu de dix. Mais aujourd'hui, il ajoute un nouveau cadeau à propos des successions. Le gouvernement entend exonérer de droits 95 % d'entre elles. Actuellement, quand il s'agit de successions en ligne directe, des parents vers les enfants, seules 25 %, les plus grosses, sont taxées. C'est donc à celles-là que profitera la mesure.

Enfin, il est prévu que les intérêts des emprunts immobiliers pourront être déduits des

revenus à hauteur de 20 % afin, dit le gouvernement, « de faciliter l'accès à la propriété ». Mais, vu les prix de l'immobilier à l'heure actuelle, seuls ceux qui ont un revenu confortable, et surtout un travail suffisamment stable pour que les banques leur accordent un prêt, bénéficieront de cette mesure.

Tous ces cadeaux fiscaux en direction des plus riches existaient déjà auparavant, le gouvernement se contente d'en accroître le montant. À com-



bien se chiffrera le manque à gagner pour les fonds publics ? La somme de 4 milliards d'euros est avancée, mais Xavier Bertrand, porte-parole de Sarkozy durant la campagne électorale, avait alors avancé le chiffre de 12 milliards.

Fillon qualifie ces mesures de « choc fiscal ». Le choc, il sera pour l'ensemble de la population, qui devra payer ces cadeaux faits aux plus riches.

Marianne LAMIRAL

## • Sarkozy en campagne

# Donner plus à ceux qui ont plus

En meeting au Havre le 29 mai, Sarkozy a annoncé que les intérêts des prêts contractés pour acheter une résidence principale, y compris ceux dont le remboursement est déjà en cours, seraient déductibles des impôts. Cela parce qu'il veut « une France de propriétaires ».

Cela ne résoudra évidemment pas le problème des millions de personnes qui cherchent désespérément un logement HLM et qui attendent chez des amis, dans des logements insalubres ou même dans la rue. Cela ne permettra pas non plus l'accession à la propriété de familles modestes qui le désirent, car c'est le prix des logements qui est rédhibitoire. Sarkozy n'a évidemment pas l'intention de limiter le droit de spéculation des propriétaires immobiliers, cause principale de l'accroissement constant du prix des logements.

Cette réduction d'impôts concerne les millions de personnes qui, assujetties à l'impôt



sur le revenu, acquittent des traites mensuelles pour payer leur logement... et votent aux prochaines élections législatives. Cela va du salarié modeste qui achète un deux-pièces ou une petite maison loin du centre-ville jusqu'au milliardaire qui s'offre une maison de maître. Naturellement plus le logement est cher et plus le cadeau est conséquent.

Quand il s'agit d'entretenir l'amitié des plus riches, Sarkozy sait ce qu'il faut faire.

Paul GALOIS

## • 2 juin

### Anniversaire de la Commune

Comme chaque année, l'association Les amis de la Commune de Paris 1871 organise une commémoration de la Commune au Mur des Fédérés, au cimetière du Père-Lachaise à Paris.

Samedi 2 juin à 14 h 30  
entrée du cimetière du Père-Lachaise  
rue des Rondeaux - Paris 20<sup>e</sup>

Lutte Ouvrière soutient cette manifestation

## • Heures supplémentaires

# Faire travailler plus les salariés, pour que les patrons gagnent plus

Le gouvernement doit préciser ses mesures d'exonération de cotisations sociales des heures supplémentaires et leur défiscalisation totale. Il dit vouloir déposer un projet de loi dès la mi-juin et tenir, entre deux portes, un semblant de concertation avec les directions syndicales.

Il veut étendre ces mesures à tous les salariés du privé et du public, aux grandes comme aux petites entreprises. Au-delà de 35 heures, les heures supplémentaires, majorées de 25 %, seraient exonérées de cotisations sociales pour les employeurs et les salariés. Mais

plus précisément, quelles cotisations seront supprimées et sur quelle part, patronale ou salariale ? Qu'est-ce qui sera compensé par l'État, sur ce manque à gagner pour la Sécurité sociale en matière de cotisations retraite, maladie, chômage, retraite complémentaire, CSG ?

Autant de questions, sans réponses pour le moment, concernant des sommes qui portent actuellement sur cinq milliards d'euros par an !

Derrière le slogan de « travailler plus pour gagner plus », ces mesures veulent donner les moyens aux patrons d'explo-

iter au moindre coût leurs salariés, sans augmenter les salaires horaires. C'est même pour les patrons une incitation à répartir la charge de travail sur le moins de salariés possible ! Quel progrès social !

Le Medef applaudit ce transfert de la protection sociale des salariés vers l'État et tous les contribuables. Faire supporter par la collectivité une partie des cotisations sociales, comme de nombreuses dispositions en place le font déjà, voilà le rêve patronal que Sarkozy propose d'étendre !

Louis BASTILLE

## Le racket du lundi

Le lundi de Pentecôte, nombre de salariés du privé et du secteur public ont dû travailler gratis. À d'autres, on a retiré un jour de RTT, de congés, ou imposé un rattrapage non payé.

Après la canicule meurtrière de 2003, c'était censé

assurer de meilleures conditions de vie aux personnes âgées dépendantes.

D'abord, l'argent récupéré ce jour-là est bien insuffisant pour cela, disent les associations qui s'occupent de personnes âgées. Il faudrait que l'État y mette vraiment les

moyens.

Au lieu de cela, il met la main à la poche... des salariés, et d'eux seuls. Sous couvert de solidarité nationale, on ne demande rien au patronat qui, en plus, y gagne en bénéficiant d'une partie du travail de cette journée !

## Juppé pédale, mais dans quoi ?

On a vu Juppé, le nouveau ministre de l'Écologie, rouler à vélo à Bordeaux. Qu'on se rassure, ça n'était qu'un instantané photographique. Peut-être que, s'il avait été

choisi comme ministre du Travail, on l'aurait vu (toujours en photo) en bleu de travail devant une fraiseuse...

Quelle comédie ! Ces ministres recyclés sont inter-

changeables.

Mais il y a tout à craindre que Juppé traite l'environnement comme il a voulu traiter les retraites.

En le saccageant.